DOCUMENT RESUME

ED 467 692 UD 035 281

TITLE	Symposium sur l'éducation des filles. Faits, Problèmes, Actions. (Symposium on Girls' Education: Evidence, Issues, Actions. Proceedings). (Washington, DC, May 17-18, 2000).
INSTITUTION	Agency for International Development (IDCA), Washington, DC.
SPONS AGENCY	Academy for Educational Development, Washington, DC.
PUB DATE	2000-05-00
NOTE	72p.; Also supported by Development Alternatives, Inc. Produced by the SAGE Project (Strategies for Advancing Girls' Education). For this document in English, Spanish, or Arabic, see UD 035 279-280 and UD 035 282. Photographs may not reproduce clearly.
CONTRACT	FAO-0100-Q-6006-0
AVAILABLE FROM	Academy for Educational Development, 1825 Connecticut Avenue, NW, Washington, DC 20009-5721. Tel: 202-884-8000; Fax: 202-884-8408; e-mail: sage@aed.org; Web site: http://sage.aed.org.
PUB TYPE	Collected Works - Proceedings (021)
LANGUAGE	French
EDRS PRICE	EDRS Price MF01/PC03 Plus Postage.
DESCRIPTORS	*Access to Education; Educational Quality; Elementary Secondary Education; *Females; Gender Issues; Government Role; Partnerships in Education; Sex Differences; *Womens Education

ABSTRACT

This symposium highlighted core issues of controversy in girls' education and explored implications for policy and practice. Its evidence-based discussion forum encouraged dialogue, debate, and increased interaction and developed partnerships among academic institutions, nongovernmental organizations, multilateral development agencies, and other policymaking institutions. The symposium was organized around six thematic panels: "Increasing Girls' Educational Participation and Closing the Gender Gap: Basic Education or Girls' Education?"; "Can We Effectively Balance Efforts to Improve Both Access and Quality?"; "Multisectoral Support for Girls' Education: Help or Hindrance?"; "Educating Girls or Educating Women: Debating the Resource Investment Dilemma"; "Creating Girl-Friendly Schools While Respecting Conventional Practices: Does Innovation Increase the Potential for Local Resistance?"; and "Partners, Adversaries, or Watchdogs: Defining the Relationship between Governments and NGOs in Implementing Girls' Education Programs." Following panel discussions, participants divided into breakout groups to discuss implications for policy and practice. Areas of consensus included the need for a variety of methods to increase community involvement in local schools to generate political will at all levels and the need to increase attention to quality and recognize that universal access to quality basic education is a basic human right. (SM)

Reproductions supplied by EDRS are the best that can be made
from the original document.

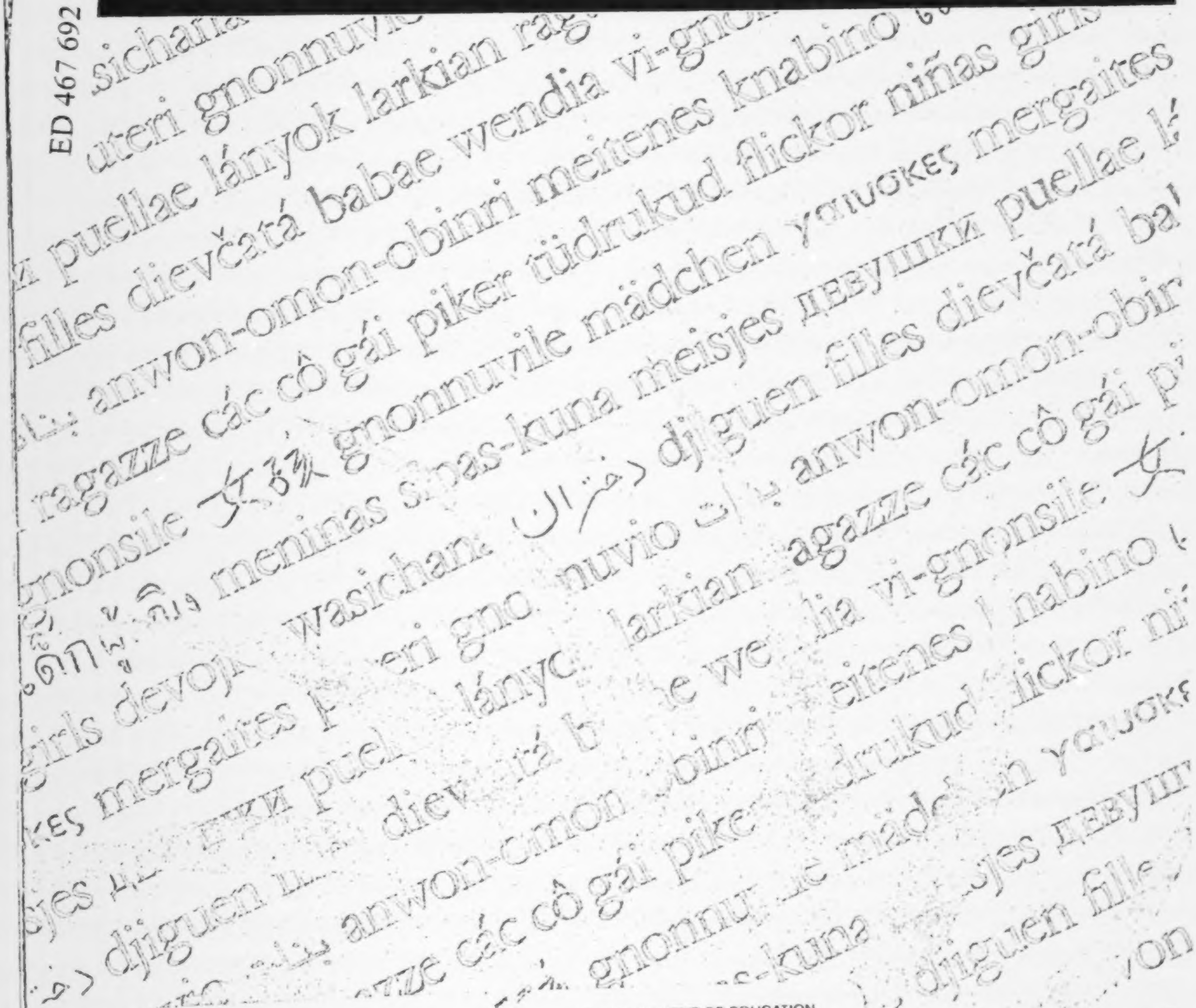
UD

Comptes rendus

Symposium sur l'éducation des filles

Faits
Problèmes
Actions

ED 467 692



UD 035 281

PERMISSION TO REPRODUCE AND DISSEMINATE THIS MATERIAL HAS BEEN GRANTED BY

M. Rihani
Academy for Educational Dev't

TO THE EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC)

1

U.S. DEPARTMENT OF EDUCATION
Office of Educational Research and Improvement
EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC)

☑ This document has been reproduced as received from the person or organization originating it.

☐ Minor changes have been made to improve reproduction quality.

° Points of view or opinions stated in this document do not necessarily represent official OERI position or policy.

USAID

BEST COPY AVAILABLE

Symposium sur l'éducation des filles

Faits
Problèmes
Actions

17–18 mai 2000

Agence des Etats-Unis pour le Développement international
Bureau des Programmes globaux, Soutien de Terrain et Recherche
Bureau de la Femme et du Développement
1300 Pennsylvania Avenue, NW
Washington D.C. 20523-3801 E.U.

BEST COPY AVAILABLE

Si l'éducation à tous les niveaux comporte des avantages importants, la question qui de nos jours revêt pourtant le plus d'importance pour un grand nombre de pays en voie de développement est celle de l'éducation de base – en particulier l'éducation de base des filles.

Président des Etats-Unis, Bill Clinton
Forum mondial pour l'éducation, Dakar, Sénégal 2000

Tous ceux qui ont le pouvoir de changer les choses doivent s'allier pour défendre l'éducation des filles : gouvernements, groupements progressistes volontaires et, avant tout, les communautés locales, les écoles et les familles.

Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies
Forum mondial pour l'éducation, Dakar, Sénégal, 2000

Table des matières

7 Introduction

13 Accroître la participation des filles à l'éducation et combler l'écart entre sexes : éducation de base ou éducation des filles ?

19 Pouvons-nous arriver à un équilibre efficace des efforts en vue d'améliorer l'accès ainsi que la qualité ?

25 Soutien multisectoriel pour l'éducation des filles : aide ou frein ?

30 Eduquer les filles ou éduquer les femmes : Discussion du dilemme de l'investissement des ressources

37 Créer des écoles *amies-des-filles* tout en respectant les pratiques conventionnelles : l'innovation accroît-elle le risque de se heurter à une résistance locale ?

44 Partenaires, adversaires ou gardiens : définir la relation entre les gouvernements et les ONG au niveau de la mise en œuvre des programmes d'éducation pour les filles

51 Séance plénière de clôture

55 Remarques de l'administrateur de l'USAID, J. Brady Anderson

59 Participants

72 Clé de la couverture

Résultats du Symposium sur l'Education des Filles

Données générales et objectif

Dans le cadre d'une première étape de préparation du Symposium sur l'Education des Filles, le Bureau USAID de la Femme et du Développement a organisé une réunion le 1er décembre 1999 à Washington, D.C., à laquelle ont participé plus de 50 praticiens, chercheurs, consultants et responsables du développement pour discuter des questions et expériences concernant l'éducation des filles. Le projet des Stratégies pour l'Avancement de l'Education des Filles (SAGE) de l'Académie pour le Développement de l'Education (AED) a organisé le Forum sur l'Education des Filles afin de réunir de nouvelles informations, des faits et des questions sur l'efficacité des activités actuelles mises en œuvre pour promouvoir la participation des filles à l'éducation.

L'USAID et le projet SAGE ont utilisé l'information réunie lors du forum pour commanditer une série de documents et de présentations sur les questions clés et les controverses entourant l'éducation des filles. Les documents ont rigoureusement renforcé ou remis en question l'efficacité des diverses politiques, stratégies et activités dans le domaine de l'éducation des filles ces 10 dernières années. Si certains documents traitaient d'expériences particulières, ils n'en présentaient pas moins des preuves, des données et des analyses de données. En outre, tous présentaient des recommandations particulières sur la manière dont on peut améliorer les politiques et pratiques concernant la prochaine génération d'activités conçues pour assurer l'accès des filles à l'éducation de base et leur permettre d'achever cette instruction. Les documents ont fait l'objet d'un examen rigoureux de la part de lecteurs externes et ont été revus continuellement par leurs auteurs tout au long des mois précédant le Symposium.

Le Symposium sur l'Education des Filles s'est tenu les 17 et 18 mai 2000 au Musée national de la Femme et des Arts à Washington, D.C. Le but était de continuer le dialogue sur les thèmes fondamentaux et les questions controversées relatives à l'éducation des filles et pour formuler les implications aux fins de politiques et pratiques. Pour accomplir ce but, le Symposium était conçu de manière à promouvoir une discussion centrée sur les faits dans le cadre d'un forum encourageant le dialogue et le débat, renforçant la communication et forgeant des partenariats entre institutions universitaires, ONG, organismes de développement multilatéral et autres institutions décisionnelles. Le Symposium était organisé autour de six panels thématiques. Les panels comptaient quatre à cinq présentateurs dont chacun a récapitulé un document traitant d'un aspect différent du thème ou de la question (par exemple, relation entre les gouvernements et les ONG au niveau de la mise en œuvre des programmes d'éducation de base des filles et des femmes et création d'écoles *amies-des-filles* tout en respectant les pratiques conventionnelles). Ensemble, les membres du panel ont ensuite animé les discussions de ces mêmes questions. La durée des présentations était strictement limitée, de sorte à laisser aux membres des panels et participants un temps amplement suffisant pour s'engager dans un débat animé, voire passionné des aspects et questions soulevés.

Suivant les discussions en panel, les participants se sont divisés en petits groupes pour réfléchir aux implications de ces faits du point de vue politiques et pratique. Ces séances utilisant une formule de discussion novatrice ainsi que des graphiques, des feutres en couleur, des Post-it et des doses généreuses de café et pâtisseries ont encouragé les gens à formuler des recommandations très spécifiques concernant les pratiques bénéficiant aux filles et les politiques permettant la mise en oeuvre de ces pratiques.

Participants

Plus de 200 participants ont assisté au Symposium dont pratiquement la moitié provenait de 32 pays en développement. Le groupe est un échantillon très représentatif de décideurs : praticiens, universitaires, planificateurs et responsables de programme des secteurs privés (ONG, commerces et médias) et public (gouvernement et organismes de financement).

USAID Administrateur J. Brady Anderson

Points saillants

Le Symposium a été ouvert par l'Administrateur de l'USAID, J. Brady Anderson, qui souligna que l'éducation est « le fondement même de la réussite future de nos enfants. » Notant que cette réussite est particulièrement nécessaire dans des pays en développement, il a cité à ce propos l'observation de son ami, le défunt Président Julius Nyerere : « l'éducation n'est pas une manière d'échapper à la pauvreté, mais une manière de la combattre. » Monsieur Anderson souligna que l'éducation des filles est une haute priorité pour l'USAID et il s'est montré encouragé par les signes indiquant que les efforts déployés par l'Agence, de pair avec ceux d'autres bailleurs de fonds, gouvernements et le secteur privé, aident les filles à supprimer les barrières physiques et psychologiques entravant l'éducation dans le monde entier.[1] Monsieur Anderson termina en encourageant vivement les partici-

---

1 Le bureau de formulation de politiques de l'USAID vient de communiquer de nouvelles directives sur les programmes d'éducation de base de l'Agence et consacre une attention spéciale à l'éducation des filles. A l'instar de maints participants du symposium, le document de l'USAID recommande une collecte et une analyse de données ventilées par sexe pour déterminer l'importance de l'écart entre les sexes et voir dans quelle mesure les barrières – ou combinaison de barrières – à l'éducation des filles provient du côté demande (facteurs parentaux et socioéconomiques) ou du côté offre (politique et pratique qui désavantagent les filles). Devenant encore plus précise, la politique *demande* « que chaque mission soutenant l'éducation de base vérifie que les données disponibles sur la participation à l'éducation sont analysées pour identifier l'ampleur du désavantage que rencontrent les filles au niveau

pants de se donner pour but « de permettre aux filles d'être non seulement en mesure de s'informer sur de nouveaux mondes, mais d'être capables de voir avec de nouveaux yeux leur propre monde. »

Membre du Congrès Earl Pomeroy, Joe Crapa et Katherine Blakeslee

Lors d'une réception pour les participants le premier soir, Katherine Blakeslee, Directrice du Bureau USAID de la Femme et du Développement, a remercié les participants, membres des panels et organisateurs du Symposium. Le Symposium, dit-elle, « peut grandement aider à faire progresser l'éducation des filles dans le monde entier. » Madame Blakeslee est frappée par plusieurs thèmes qui revenaient sans cesse de tout au long des présentations de la journée. « D'abord, l'éducation de base à elle seule, souvent, n'atteint pas tous les enfants, surtout les filles dans les zones reculées. Deuxièmement, une école *amie-des-filles* (dont les structures son plus favorables aux filles) est une école *amie-des-enfants* – et, par conséquent, les avantages sont partagés tant par les filles que par les garçons du point de vue taux d'achèvement scolaire. Troisièmement, nous devons conférer une autre signification au mot « accès » : de l'accès aux *structures* (locaux scolaires) à l'accès à la *qualité* et l'accès à l'*apprentissage*. Quatrièmement, l'éducation de qualité dépend de partenariats. Aucun intervenant ne peut à lui seul définir ou fournir la qualité à un niveau donné. Cinquièmement, les avantages provenant d'une éducation de qualité, tant pour les filles que pour les garçons, sont multiples et intersectoriels et les avantages seront intensifiés par le biais des partenariats et enfin, l'éducation de qualité signifie développer plutôt que simplement transmettre le savoir. »

La deuxième jour du Symposium, Earl Pomeroy, Membre du Congrès, a pris la parole et indiqué qu'il soutient vivement les questions liées à l'éducation des filles. Monsieur Pomeroy dit, qu'en tant que père et membre du Comité des Relations internationales il est lui même un ardent défenseur de l'éducation de base universelle pour les filles et qu'il est en faveur d'un financement fédéral accru pour ces mêmes efforts. « Je suis convaincu qu'offrir une éducation de base pour toutes les filles est l'une des choses les plus importantes que peuvent faire les Etats-Unis pour faire progresser notre politique de développement et améliorer la vie des femmes et des filles dans le monde entier. Je suis ravi de faire partie de ce Symposium, » dit il.

---

primaire en utilisant des faits diagnostiques tels que l'écart entre filles et garçons au niveau du taux de scolarisation du primaire » De plus, « la Mission devrait chercher à identifier des interventions faisables et efficaces par rapport aux coûts pour réduire ou éliminer ces barrières et devrait envisager d'inclure de telles interventions à sa stratégie de réforme de l'éducation de base. » USAID, 27 juin 2000, « Policy Paper : Program Focus within Basic Education, » PPC General Notice 0650, Washington, D.C., p. 17.

Lors de la séance plénière de clôture, 31 participants se sont alignés derrière les microphones pour prendre l'engagement formel d'accomplir des actions spécifiques résultant de leur présence au Symposium. Certains de ces engagements sont très spécifiques portant sur des actions telles que la mise en place d'échanges interprojets entre pays, travailler avec les médias pour sensibiliser davantage à l'éducation des filles et parrainer un symposium national sur l'éducation des filles. Certaines activités en vue de tenir ces promesses ont déjà démarré. Par exemple, l'idée de la délégation du Salvador en vue de proposer le premier Congrès national du pays sur l'Education des filles en coordination avec le Ministère de l'Education a été acceptée avec enthousiasme par le gouvernement et la mission de l'USAID.

Résultats et premières étapes

Outre les 31 promesses spécifiques de continuer le travail (activité dont il est question tout au long de ce document), les participants ont profité de la réunion pour forger ou renforcer leurs relations professionnelles et personnelles, échanger idées et expériences et susciter enthousiasme et énergie nécessaires pour réaliser le travail. Dans les courriers électroniques et les lettres reçues après le Symposium, les participants n'ont pas tari d'éloges. Suzanne Grant Lewis (Université Harvard) indique que « le choix de l'endroit [Musée national de la Femme et des Arts] était particulièrement inspirant ! Les petits groupes représentaient une bonne occasion d'échange. » De plus, la directrice générale du Forum pour les Femmes-Educatrices africaines (FAWE), Penina Mlama, s'exprime ainsi « la réunion [était] très utile et je suis heureuse d'avoir eu l'occasion de partager les expériences et de forger des contacts. Je souhaite remercier tout particulièrement le forum d'avoir permis à plusieurs chapitres de FAWE de participer. Cela contribue énormément au renforcement des capacités de FAWE au niveau national. »

Autre résultat important : les séances en plénière, en panel et en petits groupes ont mis à jour plusieurs domaines où presque tous les participants étaient d'accord. Voici certains de ces domaines de consensus :

- nécessité de se donner diverses méthodes pour accroître la participation communautaire aux écoles locales afin de créer à tous les niveaux la volonté politique nécessaire pour fournir à tous l'accès à une éducation de qualité ;
- le gouvernement a lui seul ne dispose pas des ressources adéquates – humaines ou financières – pour garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous et d'autres secteurs, dont les entreprises, les médias et les organisations religieuses, doivent être mobilisés pour soutenir l'éducation des filles ;
- nécessité d'accroître l'attention portée à la qualité – ou même de la redéfinir – et de reconnaître que l'accès universel à une éducation de base de qualité est un droit humain fondamental ;
- nécessité de collecter et d'analyser des données par sexe et région géographique pour mieux déterminer la portée et la nature des lacunes au niveau d'une participation complète aux systèmes scolaires nationaux ;

- au vu des contraintes du point de vue ressources, la *priorité* devrait être accordée à l'éducation des filles, mais des programmes fournissant aux femmes des compétences pratiques d'alphabétisation et de calcul, pouvant être utilisés sur le marché du travail, sont également importants ; et
- les écoles *amies-des-filles* sont également des écoles *amies-des-enfants,* ce qui veut dire que les garçons profitent aussi des interventions visant à améliorer la qualité de l'apprentissage pour les filles.

Le fait qu'il faut continuer le travail de recherche sur certaines des questions que les participants n'ont pu qu'effleurer en raison du peu de temps qu'ils ont passé ensemble est un autre aspect qui a fait l'accord de tous. Par conséquent, le projet SAGE travaillera avec les auteurs des documents présentés lors du Symposium pour continuer leurs discussions des thèmes en tenant compte des échanges qui se sont faits entre les participants. Les documents seront compilés et l'ouvrage sera publié à la fin de 2000. Les lecteurs des comptes rendus sont invités à envoyer leurs commentaires sur le Symposium ou les comptes rendus à l'adresse au verso de ce document. Cette information sera évaluée et, le cas échéant, sera intégrée à la publication.

Remerciements

Un grand nombre de personnes et d'organisations ont contribué au vif succès du Symposium sur l'Education des Filles et à ses rapports. Le Symposium était patronné par l'Office de la Femme et du Développement de l'USAID, sous la direction de Susie Clay et avec le soutien de la directrice Katherine Blakeslee et de la Directrice adjointe Muneera Salem-Murdock. L'organisation du Symposium a été confiée à un comité comprenant Susie Clay (USAID) ; May Rihani, Howard Williams, Karen Tietjen et Francine Agueh (AED) ; Lorie Brush (American Institutes for Research) ; Janet Robb (Creative Associates International, Inc.) ; Jo Allen Lesser (DevTech Systems) ; Ray Chesterfield (Juárez and Associates) ; Mauricio Bertrand (Inter-American Development Bank) ; et John Hatch (Center for Human Capacity Development de l'USAID).

Outre sa participation au comité de planification, l'AED a organisé et mise en oeuvre le Symposium (en tant que sous-traitant pour Development Associates International). Il convient de faire une mention spéciale de Paula Gubbins, Nora Kruk, Elisabeth Shuba, Sala Ba et Tyrone McDowell qui tous ont travaillé sans relâche pour s'assurer que tout était prévu dans le moindre détail.

Les séances en panels ont été animées par Mauricio Bertrand, Suzanne Grant Lewis, Ash Hartwell, John Hatch, Jo Allen Lesser et Muneera Salem Murdoch. Les séances en petits groupes ont été facilitées par Lorie Brush, Ray Chesterfield, Marcia Ellis, Karen Fredrickson, Ash Hartwell, John Hatch, Beverly Jones, Jo Allen Lesser, Eileen Muirragui, Janet Robb, David Sadker, Brian Spicer, Karen Tietjen, Howard Williams et Malak Zaalouk.

Carolyn Chang, Atema Eclai, John Engels, Daniela Lerda, Leigh-Anne Ingram,

M. Elena Patiño, Rachel L. Fix, Serena Leland et Sobia Nawaz se sont portés volontaires pour prendre des notes lors des séances en panels, en plénière et en petits groupes et ont rédigé une grande partie du présent document. John Engels, avec l'assistance de Peggy Kong, a également contribué à la rédaction, l'édition et la conception du document.

Enfin, Linda Brown, Alexis Brandt-Covey, Sarah Dastur, Bridget Drury, Alseta Gholston, Deanna Handel, Deborah Hanley, Terri Murray, Donna Smith, Brian Spicer, Ellie Spicer, Kristin Weeks et Nicole Weepie se sont portés volontaires pour assembler les classeurs, accueillir les participants et aider de maintes autres manières au bon déroulement du Symposium.

1. Accroître la participation des filles à l'éducation et combler l'écart entre sexes : éducation de base ou éducation des filles ?

Un certain débat a entouré la question de savoir si les programmes de réforme de l'éducation de base ou les activités d'éducation ciblées sur les filles représentent la manière la plus efficace d'accroître la participation des filles. Les défenseurs de la réforme de ***l'éducation de base*** partent du principe qu'au fur et à mesure que la scolarisation des garçons approchera des niveaux universels, la fréquentation scolaire des filles augmentera inévitablement. Non seulement, la réforme de l'éducation de base est-elle fondamentale à la santé générale du système éducatif, mais l'expansion et l'amélioration continues de l'éducation primaire et secondaire en général profiteront à tous les enfants, y compris les filles. En bref, une bonne scolarité est une scolarité des filles. Les défenseurs de ***l'éducation des filles*** sont d'accord pour dire que la réforme de l'éducation de base est la condition ***sine qua non*** de l'éducation des filles, mais pensent que cela ne suffit pas en soi pour attirer les filles dans les salles de classe. L'expansion et l'amélioration doivent être adaptées aux besoins des filles, intégrer les réponses à leurs préoccupations sur l'ensemble du système éducatif et – dans certains cas – il faut créer des programmes spéciaux ciblant spécifiquement les filles pour répondre à des questions ou problèmes qui leur sont spécifiques. En bref, la scolarité des filles est une bonne scolarité.

> *Le comité exécutif de EAWE préconise le renforcement et l'expansion des activités d'éducation des filles, la collecte et la diffusion des succès et recommande de « passer à l'action pour l'apprentissage des filles ».*
> *—Penina Mlama*

Dans cette présentation, les opinions des membres du panel présentaient de nombreuses nuances allant de la position selon laquelle la « dichotomie » entre l'éducation des filles et l'éducation de base est une position hypocrite jusqu'à la position voulant qu'en fait, une école ***amie-des-filles*** est réellement une école ***amie-des-enfants***.

Vicky Colbert *(Volvamos a la Gente*/Colombie) défend un nouveau type d'école favorisant l'équité entre sexes au niveau de l'éducation, inspiré du modèle *Escuela Nueva* de la Colombie. *L'Escuela Nueva,* dit Madame Colbert, « offre un ensemble intégré d'éléments qui confèrent un caractère convivial à l'école des filles du fait même que l'école est centrée sur l'enfant, d'un caractère participatif et polyvalent. » Ce modèle intègre les divers aspects des arguments, tant en faveur de l'éducation des filles que pour l'éducation de base et déplace le centre d'intéret du simple acces vers la création de salles de classes centrées sur des enfants de plusieurs âges où ils apprennent en petits

groupes avec des manuels interactifs. Un emploi du temps souple et des guides d'auto-apprentissage permettent aux filles de manquer l'école pendant leur cycle menstruel ou quand elles doivent s'occuper de jeunes frères et sœurs et de revenir à l'école pour reprendre là où elles ont laissé les choses. Selon Madame Colbert, les routines et instruments *d'Escuela Nueva* « ont le potentiel de promouvoir des relations plus symétriques entre tous les membres de la communauté scolaire. »

L'USAID/INDE partagera les résultats du symposium avec les collègues et autres parties concernées et s'assurera que la Fondation BETI continue son travail concernant la politique sur l'éducation des filles. —Nalin Jena

Une étude faite par *l'Instituto Ser* confirme que les élèves inscrits à *l'Escuela Nueva* faisaient preuve de plus d'amour propre que ceux de contextes plus traditionnels. Dans la littérature sur l'apprentissage coopératif, une bonne estime de soi-même est associée de près à de meilleurs résultats scolaires. En outre, certaines études montrent qu'il existe un lien étroit entre l'apprentissage coopératif et l'estime de soi-même et une réduction des préjudices en fonction de la race, du sexe ou de différences physiques. Ce raisonnement montre qu'une école *amie-des-filles* est une école *amie-des-enfants* – où l'amélioration de l'estime qu'ont les filles est la base de l'habilitation et de l'autonomie des femmes ou, pour reprendre les mots de Madame Colbert, « filles d'aujourd'hui, femmes de demain. » Madame Colbert ajoute que les faits montrent que « cela ne suffit pas – l'amélioration de la qualité de l'éducation implique un changement culturel. » Madame Colbert pousse vivement les participants « à se rendre dans les salles de classe et à passer à l'acte. Nous avons besoin d'un changement radical pour arriver à l'équité entre les sexes et cela peut être fait. » Et, si c'est fait correctement, dit-elle, les filles *et* les garçons profiteront d'un apprentissage coopératif.

Gabriela Núñez et Fernando Rubio (Juárez and Associates/Guatemala) ont présenté deux autres modèles scolaires mis en place en Amérique centrale, les programmes du Guatemala, *Nueva Unitaria* et *Eduque a la Niña*. *Nueva Escuela Unitaria* a présenté des résultats liés aux améliorations du système d'éducation de base intégrant les interventions d'éducation des filles. Le programme ciblait les enfants des zones rurales peu avantagés traditionnellement et a suscité des actions visant à sensibiliser les enseignants et les parents à la dynamique entre garçons et filles

Howard Williams et Margaret Sutton

et à la nécessité d'apporter un soutien aux filles. *Eduque a la Niña* était un projet pilote se concentrant sur l'éducation des filles. Les deux approches ont obtenu des résultats positifs confirmant l'efficacité des interventions dans l'éducation des filles. Madame Núñez et Monsieur Rubio préconisent d'aborder l'éducation des filles et l'égalité entre les sexes comme un thème polyvalent dans toutes les tâches éducatives, tant à l'école qu'à tous les niveaux du système éducatif.

Frank Method (UNESCO) indique que « l'élargissement et l'amélioration des chances d'éducation pour les filles et les femmes sont d'importance critique si l'on veut atteindre les buts de l'Education pour Tous. » A cette fin, continue-t-il, nous devons « déployer des efforts ciblés, novateurs et constants pour traiter les facteurs liés à l'équité entre sexes au niveau de l'accès à l'éducation et pour venir à bout de la résistance sociale et des désincitations, en augmentant les investissements, si nécessaire. » Monsieur Method indique qu'outre ces efforts soutenus, il faut mettre en place des politiques favorables pour encourager les engagements administratifs, budgétaires et politiques nécessaires afin d'atteindre les buts de l'Education pour Tous. « L'engagement doit être pris d'éduquer tous les enfants, pas simplement 'certains', 'la plupart' ou 'autant que possible.' » Monsieur Method soutient la position voulant qu'une bonne scolarité *est* une scolarité des filles. Il explique qu'une bonne scolarité repose sur trois pivots : 1) elle établit un ensemble commun d'objectifs d'apprentissage devant être atteints par tous ; 2) elle transforme les objectifs d'apprentissage en opportunités d'apprendre reposant sur diverses approches et reconnaissant divers besoins d'apprentissage, et 3) elle établit l'infrastructure de politiques publiques, de finances, d'administration et de logistique permettant d'atteindre les deux premiers objectifs, de manière constante dans le temps et pour tous les élèves de la communauté. La « vue contraire » de Monsieur Method, tel qu'il la nomme, c'est qu'une simple inclusion quantitative des filles ne suffit pas. Une vue trop étroite mènera à un certain niveau de parité. Toutefois, il dit « qu'une bonne scolarité doit être réalisée catégoriquement » car il est essentiel de respecter l'éducation comme un droit pour tous. « Faute d'engagements catégoriques et de critères élevés en vue de les atteindre, le plaidoyer devient simplement une question de politique et d'administration publique de l'allocation des ressources. » Par conséquent, Monsieur Method conseille d'inclure des politiques complémentaires pour développer les nouvelles petites écoles à partir de la base ainsi que les programmes d'éducation des enfants et des femmes.

L'USAID/Ethiopie s'assurera que toutes ses activités d'éducation feront une différence au niveau de l'éducation des filles.
—Makeda Tsegaye

Margaret Sutton (Université d'Indiana) indique que le débat opposant l'éducation des filles et l'éducation de base « reflète le débat 'femme et développement' et 'genre et développement' existant de jadis. » Jusqu'à présent, dit Madame Sutton, « les

éducateurs semblent s'accrocher à la question de savoir si le soutien à l'éducation des filles devrait être « intégré aux programmes d'éducation de base ou… fourni dans le cadre de programmes se concentrant sur les filles. » Le problème reposait alors, comme il le fait maintenant sur deux questions : 1) cette priorité accordée aux filles se fait-elle au détriment des garçons et 2) les programmes se concentrant sur les filles ont-ils un effet systémique sur les systèmes d'éducation. Selon Madame Sutton, le premiere question a été eliminée par des études faites par l'USAID et d'autres organisations montrant que les contextes favorables à la fille sont des contextes favorables à l'enfant. Mais, indique Madame Sutton, « il reste encore à déterminer s'il est important d'intégrer ou d'avoir un centre vital » concernant les possibilités d'éducation des filles. Madame Sutton pense que la transition de femme et développement à genre et développement est très enrichissante, montrant comment l'accent passe de l'examen des différences entre les sexes aux *relations entre les sexes*. Cela encourage une redéfinition des rôles normatifs des deux sexes au sein de la société et du changement du comportement (tel qu'on a pu le voir aux Etats-Unis en ce qui concerne le comportement sexuel prédateur dans les écoles). Enfin, Madame Sutton conclut que, même si c'est difficile, il est absolument impératif de s'engager davantage en ce qui concerne l'équité entre les sexes au niveau de l'éducation.

Karin Hyde

Daphne Chimuka (FAWE) commence sa présentation en soulignant certains des grands obstacles entravant la participation des filles en Zambie dont les longues distances à parcourir pour se rendre à l'école, les croyances et pratiques traditionnelles négatives, les répercussions du VIH/SIDA et le contexte scolaire hostil. Pour répondre à ces défis, la Zambie a commencé « une restructuration de fond en comble » de son programme d'éducation de base et un projet d'éducation des filles. Le projet d'éducation des filles est intégré actuellement au programme d'éducation de base, d'où deux préoccupations quant à l'avenir de la réforme de l'éducation en Zambie (les deux avaient été prévues avec justesse dans la présentation de Madame Sutton). Il s'agit des préoccupations suivantes : 1) Est-ce que l'éducation des filles résultera automatiquement de l'éducation de base ? et 2) Existe-t-il la capacité financière et humaine pour intégrer l'éducation des filles et à la fois maintenir les progrès réalisés au niveau de l'accès des filles ? Face à ces questions, Madame Chimuka recommande les politiques suivantes : exonération des frais de scolarité, plans pour s'attaquer à l'effet que comporte la crise du VIH/SIDA sur le système de l'éducation, éducation primaire

obligatoire pour tous, mesures d'encouragement pour les enfants marginalisés et innovations au niveau de la formation des instituteurs.

Bettina Moll

Lors de la discussion des présentations, Neera Burra (PNUD/Inde) suggère que les membres des panels devraient examiner le problème de la main-d'œuvre infantile et ses répercussions sur l'accès à l'éducation car « Le travail en Inde montre qu'il est important d'examiner l'univers plus grand de la vie des enfants. » De même, Emily Vargas-Barón (USAID) indique que les pays en crise n'ont pas été mentionnés par les membres du panel. Elizabeth King (Banque mondiale) indique que « Le préalable doit être l'éducation pour tous, et la question clé concerne ce qu'il faut faire pour mettre en œuvre cette politique… Si nous observons les données sur les revenus cumulés, nous verrons que le ciblage des filles est la seule manière d'arriver à une éducation de base pour tous. L'attention portée à l'éducation des filles cristallise les problèmes de l'éducation – si nous attirons les filles à l'école, les garçons suivront. »

Lors des séances en petits groupes de ce panel, maintes suggestions ont été faites concernant les politiques et pratiques en vue d'accroître la participation des filles à l'éducation. Celles-ci renforçaient un grand nombre des idées présentées lors de la séance plénière.

Un grand nombre de participants et de membres des panels ont présenté des implications importantes des politiques devant être prises en compte, à leur avis, par les décideurs et les organismes de financement. Par exemple, les Ministères de l'Education devraient intégrer une formation portant sur l'égalité entre les sexes à la formation fondamentale et à la formation continue. Les bailleurs de fonds devraient demander que soient faites une analyse et planification en vue de l'équité entre les sexes dans le cadre des programmes d'éducation. Les autorités locales devraient être chargées de signaler pourquoi les filles ne fréquentent pas l'école. Ecole et communauté devraient formuler et veiller à l'application de politiques concernant le harcèlement sexuel, et licencier enseignants et administrateurs (et exclure les élèves) qui violent ces politiques. Les gouvernements devraient formuler des politiques économiques qui créent plus de possibilités

> *Le Guatemala cherchera à sensibiliser davantage à l'importance de l'éducation des filles et à forger une solidarité mondiale à cette fin.*
> *—Rita Roesch de Leiva*

d'emploi, surtout dans les zones rurales. Ces possibilités inciteront les familles à envoyer leurs enfants – tous les enfants – à l'école, augmentant ainsi la demande pour une scolarisation.

Les membres du panel et les participants convenaient de la nécessité pour les réformes de l'éducation de base de répondre aux besoins éducatifs spécifiques des filles par le biais d'un processus de transformation du système éducatif entier. Il faut se concentrer sur tous les enfants, filles et garçons. D'autres ont recommandé de se concentrer sur le développement de la petite enfance car – ces jeunes enfants étant essentiellement une responsabilité familiale et parentale – cela représente une option moins chère et un investissement plus durable en fin de compte, étant donné que les investissements à ce niveau pourraient bien diminuer les investissements réalisés par la suite.

D'autres ont proposé une meilleure connaissance des « réalités pluriculturelles, » à savoir, culture et conditions locales. Cette connaissance, indiquent-ils, demandera non seulement la participation des parties concernées locales à la consultation et au dialogue continus, mais également la mise en oeuvre d'une recherche qualitative et quantitative. Une attention particulière devrait être accordée aux relations et rôles entre les sexes (de pair avec l'accès à la qualité et d'autres questions étudiées traditionnellement). De plus, a fin qu'elles soient plus utiles, les données devraient être ventilées par sexe, revenu, ethnie et situation géographique. Ce niveau des détails et d'analyse sera fort utile aux chercheurs, décideurs et autres intervenants locaux cherchant à comprendre les causes profondes de poches de résultats insuffisants particulièrement tenaces.

Certains participants indiquent qu'il n'est pas facile de démarquer la politique et la pratique car les structures et les processus institutionnels déterminent véritablement la politique et la pratique. Aussi, un groupe a-t-il suggéré que les recommandations soient appelées « questions pratiques » plutôt que « pratiques. »

En général, même s'il existe certaines différences sur la meilleure manière d'arriver à l'éducation pour tous, l'on convient généralement que, pour reprendre les mots de Karen Hyde (Latilewa Consulting), « de bonnes écoles sont bonnes tant pour les garçons que pour les filles. » De plus, créer de bonnes écoles, tel que le remarque Monsieur Method, exige « volonté politique, financement, plaidoyer en faveur des droits humains fondamentaux et respect de ceux-ci. » Enfin, l'on pourrait ajouter à cette combinaison de caractéristiques et de conditions de bonnes écoles, tel que le propose Madame Sutton, un réexamen et un perfectionnement de notre connaissance actuelle des rôles se rapportant aux deux sexes.

2. Pouvons-nous arriver à un équilibre efficace des efforts en vue d'améliorer tant l'accès que la qualité ?

Lors des années 80 et 90, un grand nombre de systèmes éducatifs furent restructurés, soit pour élargir soit pour améliorer les services. Ces efforts ont permis d'accroître le taux de scolarisation des garçons et des filles et d'améliorer la formation des enseignants et la mise au point des programmes scolaires. Mais, malgré l'accroissement des taux de scolarisation des filles, l'écart entre garçons et filles n'a pas été réduit. Selon le *Rapport de 1998 sur les progrès faits en vue de stabiliser la population mondiale,* les taux de fréquentation scolaire des filles entre 1985 et 1995 ont augmenté dans 29 pays et ont diminué dans 17 pays de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine et des Caraïbes, et du Moyen-Orient.[2] Deux des grands défis que doivent relever les systèmes d'éducation concernent l'élargissement de l'accès aux fins d'équité et d'éducation pour tous et le fait de dispenser une éducation de qualité pour tous. Le but, c'est de fournir une éducation de base qui offre un apprentissage utile et pertinent pour tous et s'assurer que toutes les filles, non seulement s'inscrivent au cycle primaire, mais achèvent ce cycle.

> *Notre ONG au Malawi cherchera à créer plus de liens avec d'autres réseaux et travaillera en tant qu'équipe pour promouvoir l'éducation des filles.*
> *—Earnest Pemba*

Il existe deux grandes écoles de pensée en ce qui concerne l'amélioration de la qualité dans les programmes éducatifs. La première stipule que la première génération des programmes de base se concentrait essentiellement sur un meilleur accès à l'école, tant pour les filles que pour les garçons. Les questions relatives a la qualité relevaient d'une seconde priorité venant après l'élargissement de l'accès. La seconde génération des programmes d'éducation devrait, conformément aux défenseurs de cette école de pensée, se concentrer de deux manières sur les aspects liés à la qualité fondamentale : premièrement, accroître la demande de scolarisation puisque les parents sont convaincus maintenant de l'utilité d'une éducation de qualité et deuxièmement, augmenter le nombre d'écoles puisqu'une qualité meilleure renforce l'efficacité du système d'éducation (à savoir, moins d'élèves redoublent faisant ainsi plus de places pour les nouveaux élèves). La seconde école de pensée se concentre sur la disparité qui subsiste encore entre filles et garçons demandant que bailleurs de fonds et gouvernements allouent davantage de ressources stratégiquement et conçoivent des programmes concentres directement sur la possibilité d'accès de toutes les filles qui ne fréquentent pas encore l'école. Cette seconde école de pensée revendique que l'expansion de l'accès reste la priorité principale, non seulement au vu des ressources financières limitées, mais aussi parce que certains faits montrent que l'effet positif de

2 Données de Population Action International, 1998.

> *L'UNICEF aidera chaque pays dans la mesure du possible pour que les filles obtiennent une éducation de base de qualité.*
> *—Mary Joy Pigozzi*

l'éducation des filles sur des indicateurs de développement social et économique ne dépend pas de la qualité de l'éducation. La question reste de savoir quelle est la meilleure manière de soutenir l'éducation des filles, à savoir comment peut-on investir les ressources limitées pour améliorer d'une part la qualité et d'autre part, élargir l'accès à l'éducation pour les filles ?

Zahid Afridi (Programme d'Education des Filles des Pays-Bas/Pakistan) indique que l'accès et la qualité ne peuvent pas trouver un équilibre parfait. Monsieur Afridi récapitule le vif succès rencontré par le Programme d'Education primaire du Balochistan qui a permis d'élargir l'accès des filles, passant de 20% uniquement en 1990 à 45% en 1999. Ce servant du « soutien communautaire, » le programme a apporté un appui aux ONG locales et aux bureaux de terrain afin de mettre en place « un cadre de soutien communautaire » renforçant la capacité des parents et des communautés à créer et à gérer leurs propres écoles. Au cours de ces 10 années, les effectifs des filles ont augmenté, passant de 80 000 à 233 000.[3] Monsieur Afridi se demande toutefois si la qualité peut toujours être maintenue lors d'une expansion aussi rapide. Le gouvernement avait toujours pour but d'améliorer l'accès de pair avec la qualité, mais le projet du Balochistan montre combien ce but est difficile à atteindre. Par exemple, parce que les parents et les communautés par le passé n'avaient qu'un rôle limité, voire même aucun, au niveau de l'éducation des enfants dans le Balochistan, il a fallu bien des efforts et de l'influence sur de plus longues périodes ainsi qu'un appui continu des parents et des ONG pour arriver à développer un niveau élevé d'engagement communautaire nécessaire pour atteindre des objectifs de qualité durable.

Mary Joy Pigozzi

Andrea Rugh (consultante indépendante), membre du panel, maintient que l'accès et la qualité sont liés, à savoir qu'ils déterminent « la capacité d'entrer à l'école et de continuer la scolarisation sans barrières. » Madame Rugh dit qu'il est impératif de traiter des questions de la qualité dans les programmes éducatifs. Des programmes de qualité médiocre risquent de ne

3 Données provenant de BEMIS, avril 19999 (notamment les sections primaires des écoles secondaires et supérieures).

pas attirer les filles pas encore scolarisées ou ne pas maintenir leur participation si les bénéfices personnels de l'éducation ne sont pas évidents à leurs yeux ou pour leurs parents.

Madame Rugh indique que, « même si les filles se heurtent à de nombreus obstacles entravant l'accès à une éducation de qualité, physique, psychologique et institutionnelle, » les investissements au niveau de l'accès mènent à des bénéfices sociaux élevés. Madame Rugh note que l'on accepte en général que les bénéfices les plus élevés proviennent de l'éducation primaire et qu'ils sont les plus élevés pour les pays à faibles revenus. Mais ces indicateurs s'améliorent quels que soient les objectifs du programme, qu'il s'agisse d'alphabétisation ou de calcul, ou encore de compétences professionnelles. Madame Rugh attire l'attention des participants sur les données qui montrent que, même quand la qualité n'est pas très bonne, l'accès à lui seul rapporte quand même des rendements sociaux et économiques élevés. Elle indique également qu'il faut regarder au delà des avantages personnels et sociaux et voir que l'amélioration de la qualité permet également d'élargir l'accès.

L'aspect le plus important, indique Madame Rugh, c'est que les parents envoient leurs enfants à l'école pour obtenir des avantages personnels et non pas seulement sociaux. Ainsi, si la qualité est faible, les parents peuvent penser qu'il vaut mieux garder leurs enfants à la maison. Si la qualité devait s'améliorer au point où les élèves acquièrent de véritables compétences, la perspective de tels bénéfices individuels pourrait motiver les parents et les communautés à supprimer les barrières à l'accès et aux résultats scolaires.

Madame Rugh rappelle aux participants que, dans une situation où les ressources sont limitées et les populations d'âge scolaire croissent, il devient très important de se concentrer sur ce qui est absolument essentiel dans les programmes d'éducation. Madame Rugh recommande que les systèmes scolaires réorientent leurs efforts en vue d'améliorer la qualité « sur les composantes évidentes, testées et interconnectées » combinant l'accès et la qualité, soulignant la réalisation souple de programmes qui correspondent à la situation des élèves et à l'environnement. Madame Rugh recommande également de traiter la question de l'accès des filles par le biais d'améliorations aux niveaux de la qualité et de la conception de programme.

> *L'USAID/Guatemala parrainera un symposium sur l'alphabétisation, soutiendra des programmes de marketing social dans une optique d'égalité entre les sexes et aidera le ministère à achever son plan d'éducation pour tous. —Wende DuFlon*

Francine Agueh (Académie pour le Développement de l'Education) est d'accord avec Madame Rugh pour dire que l'accès et la qualité sont des concepts inséparables. Madame Agueh indique que la « première génération » des interventions

d'éducation pour les filles se concentrait uniquement sur l'accès, mais que les effets étaient minés par le manque d'attention portée à la qualité. Même avec un accès amélioré, il n'existait pas de réelles améliorations au niveau des résultats scolaires des filles. La seconde génération de programmes se concentrait sur la qualité et sur de meilleurs taux de réussite scolaire pour les garçons et les filles. Toutefois, ces interventions n'ont pas eu d'effet sur les taux de scolarisation des filles. Aussi, est-il clair, selon Madame Agueh, que l'accès et la qualité sont liés de manière inextricable : « nous ne pouvons pas parler de l'un sans l'autre. » Madame Agueh propose que la méthodologie de la prochaine génération de programmes prenne cela en compte, définissant le contexte du pays et évaluant les niveaux actuels d'accès et de qualité. Des mesures doivent être prises pour définir les normes de qualité et d'accès et des efforts doivent être faits pour atteindre ces normes. Madame Agueh indique que les interventions devraient reposer sur l'élaboration de plans solides permettant d'atteindre les objectifs de qualité et d'accès. De plus, les plans devraient tenir compte du contexte du pays – notamment les coûts – et devraient également inclure des systèmes de mise en œuvre et de suivi pour chaque objectif.

Mary Joy Pigozzi (UNICEF) amène les arguments de Mesdames Rugh et Agueh à leur conclusion logiques indiquant que « la qualité sans l'accès est impossible, mais que l'accès sans la qualité n'a guère de sens. » Madame Pigozzi indique qu'accès et qualité devraient être redéfinis et que son organisation a déjà commencé à le faire avec « son approche basée sur les droits » dont le préalable est le suivant : le programme doit correspondre à la vie des élèves, être fondé sur le respect des droits humains et l'égalité entre les sexes, respecter la diversité et inclure une formation portant sur les aptitudes utiles pour la vie qui peuvent faire une véritable différence a longue écheance dans la vie des filles.

Il existe « des défis de taille et d'immenses possibilités » face à ces questions, dit Madame Pigozzi. Par exemple, un grand nombre des programmes soi-disant axés sur les besoins de l'enfant doivent être mis à jour ou perfectionnés pour supprimer les biais masculins et inclure les filles. Un recyclage devra être donné aux enseignants pour qu'ils fassent participer davantage les filles et leur donnent plus de *feed-back*.

> *L'Ouganda partagera expériences et connaissances partagées lors du symposium et démarrera en juin 2000 un programme national sur l'éducation des filles.*
> *—Marcy Rwendaire*

Madame Pigozzi indique qu'avec l'accès universel à l'école, l'éducation devient un droit humain. Aussi, ajoute-t-elle, est-il logique d'adopter une approche progressive qui élargit l'accès tout en redéfinissant les résultats au niveau de l'apprentissage et en reconceptualisant la signification de la qualité. Vu que « filles et les familles votent avec leurs pieds, » Madame Pigozzi indique que le contexte local doit être compris et

que cette compréhension doit être utilisée pour créer des écoles qui sont abordables financièrement et accueillantes pour les filles et pour former des enseignants capables d'enseigner. Ces écoles et mécanismes communautaires assurent une qualité plus élevée, ou *un soutien,* a celui qui apprend. Tel que l'indique un autre participant, « les filles ont besoin d'un soutien pour rester à l'école, pas simplement pour aller à l'école. » Reconnaissant le doute de Monsieur Afridi quant au caractère pratique d'équilibrer accès et qualité, Madame Pigozzi indique que, si l'élargissement de l'accès, de pair avec la qualité, sont longs et difficiles, « l'autre option est encore moins souhaitable. »

Haiyan Hua et Ruth Kavuma

Dans les séances en petits groupes, les participants ont fourni de nombreux exemples d'améliorations de la qualité qui avaient été obtenus dans divers pays, bien que l'on ait répété à maintes reprises « qu'il est difficile d'équilibrer qualité et accès dans le contexte scolaire. » Et pourtant, tous les petits groupes sont d'accord avec l'argument de Mesdames Pigozzi et Rugh indiquant que les filles non seulement doivent aller à l'école, mais qu'elles ont besoin de soutien pour rester à l'école. Ce soutien peut prendre diverses formes dont :

- une formation en matière d'égalité entre les sexes à l'intention des dirigeants communautaires, des enseignants et des parents ;
- un programme scolaire et du matériel pédagogique pertinent (et convenant dans la culture) ;
- des écoles sûres et propres qui répondent aux besoins physiques des filles ; et
- l'engagement communautaire et parental.

Un tel appui implique également la nécessité de se donner des politiques et programmes qui encouragent la décentralisation de la responsabilité et de l'autorité (et la responsabilisation parallèle) aux circonscriptions scolaires, administrateurs des écoles et communautés.

La réalisation d'évaluations régulières de la qualité et de l'accès dans chaque pays et la définition d'objectifs au niveau de l'accès et de la qualité sont parmi les recommandations spécifiques. Ces évaluations et objectifs pourraient diminuer le risque de recréer les problèmes rencontres au Balochistan où l'accès a été nettement élargi, mais où les questions de qualité ont été reléguées au second plan. Par ailleurs, dans de nouvelles démocraties, telles que celle de l'Afrique du Sud, cet équilibre pourrait s'avérer problématique car il existe parfois une demande politique trop forte exercée par des groupes exclus par le passé et souhaitant maintenant un accès immédiat aux services.

Steven Klees (Université du Maryland) répond à ces dilemmes avec le commentaire suivant : « Je ne vois pas l'intérêt à parler de l'accès à l'éducation sans parler de l'accès à l'éducation de qualité. » Madame Pigozzi répond que la définition de la qualité pourrait être réenvisagée selon la teneur de sa présentation : qualité signifie des élèves en bonne santé, un contenu pertinent, des salles de classe prêtant attention à l'enfant, un contexte d'apprentissage sûr et des objectifs pédagogiques clairs. De telles améliorations de la qualité, difficiles certes à atteindre, n'en donneront pas moins accès à des gains, dit-elle. Mona Habib (American Institutes for Research) propose que les participants réfléchissent à « l'accès comme l'opportunité d'apprendre, à savoir, vous ouvrez une école pour aller apprendre, pour chercher l'apprentissage. » Madame Agueh ajoute que les définitions de l'accès et de la qualité devraient être spécifiques au pays.

Dans les séances en petits groupes, les participants expriment la nécessité de créer un système de communication efficace entre parties concernées. Ce système créera une « synergie » entre parents, gouvernement, ONG et société civique en vue de définir accès et qualité, surtout quand il existe des intérêts compétitifs (ou conflictuels). De fait, il est évident que la participation communautaire doit être intégrée à la définition de la qualité, doublée par le corollaire que les communautés elles-mêmes jouent un rôle de premier ordre lorsqu'il ságit de définir la qualité pour leurs propres écoles. Un participant suggère de « créer des outils et méthodes pratiques pour évaluer la qualité et motiver les communautés à l'atteindre. » Kristi Fair (Macro International) remarque qu'il existe parfois un conflit entre les perceptions de la qualité au sein de la communauté, pour laquelle cela peut signifier sécurité ou pertinence du programme, et celles des « experts » pouvant signifier ratio élève-enseignant et qualifications des enseignants.

L'USAID/Egypte partagera les résultats du symposium et mettra au point des indicateurs mesurables convenant à l'éducation des filles.
—Aziza Helmy

Enfin, appuyent la remarque de Madame Agueh concernant la nécessité de se donner des indicateurs pour suivre les progrès et l'impact des interventions et politiques, Haiyan Hua (Université Harvard) indique que la redéfinition de la qualité de l'éducation comporte d'immenses implications du point de vue politiques, surtout dans le domaine de la mobilisation des ressources pour tous les aspects de l'éducation. « Avons-nous effectué les projections attentives et pratiques de ce que signifie et exige une nouvelle initiative de la qualité ? » demande-t-il.

3. Soutien multisectoriel pour l'éducation des filles : aide ou frein ?

Ces 10 dernières années, l'écart entre les taux de scolarisation des filles et des garçons a été nettement réduit dans un grand nombre de pays en développement. Mais ces progrès pourraient être perdus si – et c'est quasi-certain – les dépenses publiques d'éducation ne suivent pas le rythme d'accroissement des populations d'âge scolaire. A l'évidence, le gouvernement ne peut pas rester le seul fournisseur des services d'éducation ; d'autres secteurs doivent intervenir : les médias, le secteur religieux et les entreprises, pour fournir des services complémentaires et influencer l'opinion publique. La participation du secteur privé à l'éducation des filles a ouvert de nouvelles possibilités telle l'acquisition souple et rapide de ressources. Toutefois, ces possibilités auront un prix. Les services d'éducation seront-ils fournis de manière équitable ? Les services privés travailleront-ils harmonieusement avec le gouvernement ? Qui garantira l'engagement à long terme face à l'éducation des filles ?

Bien que le titre de cette discussion en panels remette en question la valeur du soutien multisectoriel pour l'éducation des filles, les présentations concernant les expériences du Maroc, de la Guinée, du Guatemala et du Malawi indiquent toutes qu'un tel appui comporte de nets avantages. Voici certains des thèmes qui sont apparus tout au long des présentations : importance fondamentale des partenariats publics-privés (bien que leurs natures puissent varier), barrières à la participation ou au renforcement de l'engagement des secteurs non traditionnels et nécessité de mettre en place des groupes de soutien et de créer un sentiment d'appartenance au niveau local. Toutefois, il ne faut pas ignorer que les approches à la participation de la société civique changent selon le contexte.

Eileen Muirragui (Management Systems International) a commencé sa présentation en répondant à la question soulevée par le titre du panel, « La question n'est pas de savoir *si* les partenariats publics-privés sont une aide ou un frein, mais la question est de savoir *comment* on peut les faire fonctionner. » Madame Muirragui et sa collègue, Najat Yamouri (Management Systems International) ont présenté l'exemple de l'Activité pour l'Education des Filles (AEF) au Maroc qu'englobe l'Activité plus générale de l'Education des Filles et des Femmes du Bureau global de l'USAID (GWE), qui soutient une approche multisectorielle à la promotion de l'éducation des filles. Selon leur expérience, les facteurs clés à la réussite sont un contexte de politiques encourageant les partenariats intersectoriels, de solides direction et vision dans tous les secteurs concernés, des plans d'action concrets, une appartenance locale et un engagement face aux projets.

> *L'USAID/Bénin aidera à rédiger une loi qui traitera du problème de l'abus des filles à l'école.*
> *—Michele Akpo*

En présentant les expériences de l'éducation des filles en Guinée, Pierre Kamano (Ministère de l'Education) souligne que le soutien multisectoriel est particulièrement important quand le financement est faible et les conditions économiques sont mauvaises alors que les formes traditionnelles de l'organisation restent solides. Selon Monsieur Kamano, la définition, la réalisation et la coordination d'activités des diverses parties concernées exigent « une vision partagée des tâches et des responsables au sein d'une stratégie acceptée par consensus. » L'expérience guinéenne démontre l'importance de travailler avec des organisations traditionnelles (dans ce cas, des dirigeants religieux , des dirigeants communautaires et des associations locales) et des associations de parents qui étaient les principaux mécanismes de coordination de la relation entre l'école et la communauté. En Guinée, un forum national organisé en 1999 fut l'occasion pour les diverses parties concernées de partager leurs idées et expériences et d'arriver au consensus nécessaire concernant la meilleure manière d'atteindre les objectifs nationaux qui avaient été fixés en matière d'éducation. Le rôle de la communauté et du secteur privé, de pair avec les progrès réalisés lors du forum national, démontrent clairement que le gouvernement n'est plus le seul fournisseur de l'éducation et que la communication est d'importance vitale entre les parties concernées. L'importance de mécanismes officiels pour le partage d'information et l'existence d'un comité de supervision vérifiant que tous les participants assument leurs responsabilités et rôles (sans aller au-delà) ont été retenus comme les pivots d'un engagement multisectoriel réussi.

Le Maroc élargira sa définition de la qualité et cherchera à obtenir l'aide des communautés et du secteur privé aux fins de réalisation de ses programmes.
—Zeinah Alaoui

Emmanuel Acquaye et Joshua Muskin

La présentation sur le soutien multisectoriel pour l'éducation des filles au Guatemala par María Angela Leal (World Learning) a soulevé des questions et a proposé des approches pour des situations où le soutien est insuffisant pour répondre aux besoins de toutes les communautés. Elle note que les progrès réalisés par le biais des « synergies institutionnelles » sont contrebalancés par la dissipation des efforts au niveau local qui n'arrivent pas à atteindre certains groupes où les problèmes sont les plus prononcés. Par exemple, les femmes mayas subissent une discrimination à trois facets, basée sur le fait qu'elles sont pauvres non instruites et font partie d'une

Lorie Brush

minorité autochtoné subordonnée. La réussite des partenariats stratégiques actuels entre les gouvernements et les entreprises n'arrive pas à répondre à leurs besoins car ils ne parviennent pas cultiver l'alliance entre les autorités et les groupes autochtones, ne profitent pas pleinement des organisations municipales, ONG locales, groupes religieux et dirigeants traditionnels et sont incapables de travailler dans les diverses langues mayas. Les implications du point de vue politiques retenues par Madame Leal concernent la création de partenariats nationaux avec des organisations locales plus petites à tous les niveaux de la société civique ; l'utilisation de langues adéquates ; et la mise en place d'enseignants dotés d'outils appropriés dans la salle de classe et sachant travailler avec les parents et les communautés.

Earnest Pemba (CRECCOM), qui a présenté les expériences de son ONG au Malawi, pense qu'au vu de la nature des diverses contraintes entourant l'éducation des filles, l'appui multisectoriel s'est avéré essentiel dans les efforts faits en vue de traiter de ces questions. Monsieur Pemba indique que le gouvernement, les dirigeants religieux, les politiciens, les médias, le secteur privé et les bailleurs de fonds occupent chacun une position unique pour s'attaquer aux différents aspects des restrictions pesant sur l'éducation des filles qui proviennent des contraintes culturelles, physiques et socioéconomiques. Toutefois, Monsieur Pemba identifie des problèmes au niveau de cette approche multisectorielle : la possibilité d'un double emploi des efforts suite au manque de coordination, la menace pesant sur l'autorité centrale due à des initiatives d'éducation hors gouvernement, le risque de voir des organisations communautaires supplanter la responsabilité du gouvernement, les réactions de la part des garçons pouvant se sentir désavantagés et la possibilité que la promotion de l'éducation des filles remette en question certaines valeurs culturelles traditionnelles. Monsieur Pemba recommande que les parties concernées par l'éducation s'engagent dans une consultation et coordination continues entre les secteurs, à tous les niveaux ; souplesse au niveau de la mise en œuvre ; évaluation préliminaire pour garantir la viabilité des projets ; responsabilisation communautaire, transparence et bonne gouvernance et,

En Guinée, en utilisant l'approche multisectorielle, nous allons encourager le secteur commercial à participer à la construction des écoles. —Ibrahima Ba

Le Conseil national sur l'enfance et la maternité en Egypte réévaluera les objectifs de son programme au vu de la nouvelle définition de la qualité basée sur les droits, donnée lors de ce symposium, cherchant par ailleurs à étendre ses liens avec le secteur de la santé, les ONG et les projets d'écoles communautaires.
—Hoda el-Saady

compréhension totale de tout le processus de formulation et d'application des politiques au sein des communautés.

Pendant la période de questions-réponses, Atema Eclai (Université Harvard) décrit sa propre expérience lors d'un symposium analogue quand elle avait 17 ans, et se demande pourquoi les filles sont absentes de celui-ci alors que la discussion concerne les soi-disant parties concernées. Un contrepoint aux membres du panel est donné par Steve Klees (Université du Maryland) qui revient à la question posée dans le titre du panel, à savoir si une telle approche est de fait la meilleure manière de soutenir l'éducation des filles. Monsieur Klees prétend que la participation multisectorielle prive le gouvernement de sa légitimité, n'est pas soutenable et ne peut pas réconcilier les points de vue conflictuels du problème parmi les parties concernées. D'après lui, ce sont de bonnes raisons de rejeter l'approche multisectorielle.

Parmis les implications du point de vue politiques et pratiques, soulevées lors des séances en petits groupes, il faut noter la participation assurée des communautés durant toutes les étapes de la réforme de l'éducation, la mise en place des activités multisectorielles pour compléter le programme du gouvernement et la création d'un système promettant de suivre et évaluer les activités. Un participant propose de créer un bureau au sein du Ministère de l'Education se consacrant uniquement à la mise en place et la coordination de tels efforts et la création d'un contexte où toutes les voix peuvent être entendues. Autre thème commun : l'importance d'identifier toutes les parties concernées pour vérifier le caractère véritablement inclusif de l'approche et clarifier les attentes et rôles de chaque participant.

Une bonne communication et coordination aux niveaux national, régional et local parmi les ONG, le secteur privé, les communautés et le gouvernement sont également citées comme des éléments pivots d'un soutien réussi à l'éducation des filles. L'on propose de créer des sites Internet, à l'échelle nationale et internationale, pour l'échange d'information sur l'éducation des filles, peut-être par le biais des ONG. En outre, les sites Web établis et administrés par et pour les filles représentent un autre moyen de communication de l'information et enfin, vu que les filles sont les dirigeantes de demain, elles devraient avoir l'occasion d'assister a des réunions et conférences comme celles-ci.

Enfin, des questions sont posées quant à la manière de maintenir le soutien du secteur privé, le rôle des corporations multinationales et des médias et l'éventuelle participation ainsi que les formes de participation des bailleurs de fonds internationaux. Les opinions divergent quant à la manière dont on peut assurer un soutien durable du secteur privé pour l'éducation des filles, étant donnés les intérêts particuliers et à court terme des entreprises privées. D'autres participants se demandent si de tels partenariats multisectoriels fonctionnent effectivement notant que, si tel était le cas, ils auraient probablement été adoptés à présent par bien plus de pays. D'autres encore maintiennent que le soutien multisectoriel à l'éducation des filles peut et doit être soutenu, mais que la conception et la mise en œuvre de leurs programmes doivent être améliorées. L'on recommande qu'un examen de la littérature soit fait à ce propos ainsi que d'autres travaux de recherche concernant le soutien multisectoriel pour l'éducation des filles. Une telle recherche aiderait à déterminer le type de partenariat le plus susceptible de réussir et d'assurer la viabilité à long terme de ces activités.[4]

---

4 Le Projet SAGE est en train d'achever une telle recherche intitulée *Multisectoral Support of Girl's Education : Overview of Business, Religious and Media Sectors : Activities and Intervention :* l'étude sera publiée fin 2000.

4. Eduquer les filles ou éduquer les femmes : débattre du dilemme de l'investissement des ressources

> *FONHEP fera un diagnostic de la situation en Haïti, redéfinira la qualité, réalisera une planification stratégique et renforcera ses liens avec d'autres organisations.*
> *—Vanya Berrouet*

Malgré les améliorations récentes au niveau de l'éducation des filles, une grande disparité persiste entre l'accès des filles et des garçons à l'éducation. Par exemple, en 1991, 77 millions de filles âgées de 6 à 11 ans, mais seulement 52 millions de garçons n'étaient pas scolarisés dans le monde.[5] Entre 1970 et 1985, le nombre de femmes qui ne savaient pas lire s'est accru de 54 millions, alors que celui des hommes n'a augmenté que de 4 millions. Par conséquent, l'accroissement du taux d'analphabétisme était plus de 13 fois supérieur pour les femmes que pour les hommes.[6] Certes, il faut à l'évidence accroître les possibilités d'éducation pour les filles et les femmes mais, dans un monde où les ressources diminuent, les opinions divergent quant à l'affectation de ressources et à la direction : faut-il se concentrer sur l'éducation des filles ou devrait-on également élargir les possibilités d'éducation pour les femmes ?

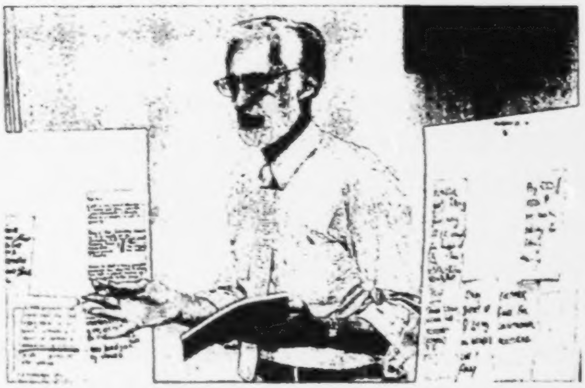
Susie Clay, Atema Eclai et Sue Klein

Barbara Herz (Département américain du Trésor), dans sa présentation de panel, soutient la nécessité d'insister sur l'éducation des filles. Madame Herz se concentre sur l'argument avancé par l'ancien Secrétaire américain au Trésor, Laurence Summers, indiquant que « les bénéfices économiques et sociaux de l'éducation des filles sont probablement les plus élevés de tous les efforts de développement. » Madame Herz soutient l'argument de l'éducation des filles en mettant en exergue quatre points essentiels. Premièrement, « si nous n'éduquons pas les filles maintenant, nous serons toujours confrontés au choix 'd'éduquer les filles ou d'éduquer les femmes.' » En éduquant les filles et les femmes à un âge plus jeune, « la gamme économique et

5 Banque mondiale, *Priorities and Strategies for Education*, Washington D.C., 1995.

6 Département d'Economie internationale et des Affaires sociales des Nations Unies, *The World's Women : Trends and Statistics 1970-1990*, New York, 1991.

sociale des avantages sera plus longue, et il est plus faciles aux gouvernements de travailler avec les individus quand ils sont jeunes. » Troisièmement, étant donné que d'énormes dépenses sont faites et continueront à être faites pour l'éducation des enfants, pourquoi ne pas s'assurer que les filles en bénéficient ? Enfin, dans le cadre du processus visant à attirer plus de filles vers l'école, la question de savoir comment les filles plus âgées ou les femmes peuvent obtenir une seconde chance d'éducation sera inévitablement soulevée.



John Hatch

Madame Herz reconnaît qu'il existe maints obstacles entravant l'éducation des filles dont la pauvreté, des établissements scolaires de mauvaise qualité et sans sécurité, des objections parentales et parfois, des normes sociales. De plus, les écoles créent souvent des environnements hostiles aux filles d'où d'importants obstacles entravant leur capacité d'apprendre et de terminer la scolarité. Madame Herz indique que la scolarisation des filles semble, aux yeux d'un grand nombre de parents, un coût d'opportunité élevé, à savoir que pour ces parents, la scolarité ne répond ni à leurs besoins immédiats ni à ceux de leurs enfants – même s'ils comprennent que l'éducation comporte des avantages évidents pour la société dans le long terme.

Si Madame Herz pense que « nous connaissons les bénéfices élevés de l'éducation des filles, » elle n'en indique pas moins que peu de recherche a été faite sur les avantages liés à l'éducation des femmes adultes. Et s'il semble raisonnable de s'attendre à des rendements analogues en ce qui concerne l'éducation des femmes adultes, Madame Herz note que les filles « bénéficient à un âge plus jeune avant leurs années productives et avant qu'elles ne se marient et aient des enfants. » Toutefois, Madame Herz avance que la necessité demeure de faire des recherches mettant en valeur les avantages liés à l'éducation des femmes adultes.

Nous partagerons notre expérience du symposium avec nos collègues en Ethiopie et nous intégrerons l'éducation portant sur l'équité entre les deux sexes à toutes nos activités. —Maekelech Gidey

La présentation de Laura Raney (Institut de la Banque mondiale) est récapitulée en son absence par sa collègue Elisa DeSantis (Institut de la Banque mondiale). Madame Raney, comme Madame Herz, souligne que l'éducation des filles est « l'investissement critique pour réduire la pauvreté, » que « l'avenir des générations de femmes repose sur l'éducation des filles » et « qu'il

BEST COPY AVAILABLE

est crucial d'attirer les filles vers l'école et de les y garder. » Madame Raney souligne la déclaration de Madame Herz voulant que l'engagement politique et les partenariats communautaires sont nécessaires pour maintenir des programmes des filles réussis : « une ferme volonté politique est nécessaire, au même titre que des partenariats élargis et la mobilisation de ressources. »

Au Pérou, nous partagerons les nouvelles de ce symposium avec d'autres membres du secteur privé et nous encouragerons le secteur à soutenir l'éducation pour tous et à mettre l'éducation des filles « au programme » . —Roque Benavides

Madame Raney mentionne certains des avantages sociaux et économiques spécifiques liés à l'éducation des filles auxquels avait fait allusion Madame Herz, notamment les meilleures possibilités de gagner sa vie ainsi que des taux plus faibles de fécondité et de mortalité infantile. Elle indique que « l'éducation des filles renforce leur potentiel de productivité et de rémunération, contribuant ainsi à une meilleure performance économique et l'allégement de la pauvreté. » De plus, l'éducation des filles tend à produire plus de femmes qui continueront après le primaire, qui se marieront plus tard et qui auront des familles plus petites et en meilleure santé. En outre, les bénéfices liés à l'éducation des filles « sont multiples et importants du point de vue taux de fécondité moindres, taux plus faibles de mortalité infantile et juvénile et taux plus faibles de mortalité maternelle. » Par conséquent, « au regard des ressources modiques, l'investissement dans l'éducation des filles » devrait être une priorité, pas simplement dans le secteur de l'éducation, mais dans le cadre « du programme de développement mondial et national. »

Sharon Franz (Académie pour le Développement de l'Education) s'élève contre la position de certains défenseurs de l'éducation des filles, indiquant que « la culture » peut être un obstacle permanent à l'éducation des filles. Au contraire, Madame Franz indique que, « si la culture *semble* être un facteur revêche au changement, elle change toutefois sans arrèt. » Prenant le cas des Etats-Unis et le développement des programmes d'éducation physique des filles dans les universités, Madame Franz parle du profond impact de la législation et de l'éducation sur la culture et sur les rôles de l'homme et de la femme dans la société. Elle trace l'histoire du rôle de l'homme et de la femme montrant combien cet

Emmanuel Acquaye, Wende DuFlon, Ange N'Koue, Earnest Pemba et Michele Akpo

écart entre les sexes s'est rétréci dans le cadre des programmes d'éducation physique et de sport aux Etats-Unis, « renforçant le droit des personnes à s'attaquer aux inégalités » et changeant, en fin de compte, les valeurs normatives de la culture américaine.

Prenant le contrepoids des arguments de Mesdames Herz et Raney voulant que l'éducation des filles reste une priorité (et pas seulement en opposition à l'éducation des femmes), Shirley Burchfield (World Education) défend une approche qui se concentre sur l'éducation, tant des filles que des femmes. Elle pense qu'il est très important de financer l'éducation des filles et des femmes pour le développement d'un pays. Madame Burchfield indique que l'investissement dans les femmes est une stratégie efficace par rapport aux coûts pour améliorer le développement socioéconomique général d'un pays qui mènera en dernière analyse à de meilleurs taux de scolarisation des enfants, surtout des filles. Elle pense « qu'une approche systémique fournissant une éducation aux filles *et* aux femmes est plus susceptible de rapporter un rendement élevé des investissements faits dans l'éducation des filles qu'une stratégie qui se concentre uniquement sur la scolarisation des filles. »

Le Guatemala évaluera le plan d'éducation pour tous couvrant les années 2000-2004, partageant les résultats de ce travail avec les collègues, examinant par ailleurs l'éducation des filles dans les groupes autochtones, l'approche multisectorielle et l'alphabétisation des filles. —Vice-Ministre de l'Education Bayardo Mejía

L'approche de Madame Burchfield repose sur quatre grands facteurs : 1) il existe une solide relation entre l'éducation de la mère et celle de ses enfants ; 2) il y a une forte corrélation entre le niveau d'éducation de la mère et la santé de sa famille ; 3) le nombre de ménages dirigés par les femmes est en train de s'accroître et les femmes tendent à dépenser davantage pour le bien-être de la famille ; et les programmes d'éducation des adultes ont un impact plus important sur la vie des adolescentes participantes au moment si important où elles prennent des décisions sur le mariage et la maternité. A l'appui de son approche, Madame Burchfield cite diverses études qui revèlent le rôle crucial que jouent les mères dans l'éducation des filles.

John Engels, Mona Habib et Brian Spicer

World Education soutiendra le conseil du NFC pour vérifier que les plans d'éducation pour tous accordent une même importance aux garçons et filles et effectuera une recherche longitudinale sur les questions se rapportant à l'éducation des femmes.
—Chij Shresthe

De plus, Madame Burchfield pense qu'associer les programmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes à une éducation formelle de base pour les filles, offre un soutient mutuel aux filles et aux femmes et, en fin de compte, cette approche « donne de meilleurs résultats que la seule éducation des filles. » Madame Burchfield recommande une stratégie intégrée qui inclut l'éducation pour les filles et les femmes, lie étroitement les programmes existants d'éducation pour adultes au système d'éducation formelle et élargit d'autres programmes qui se concentrent uniquement sur l'éducation des filles pour traiter également des besoins des mères. Madame Burchfield pense que les raisons sous-jacentes à l'investissement dans l'éducation des filles et des femmes vont au-delà des questions sanitaires et familiales – l'éducation permet également aux femmes et aux filles de mieux connaître leurs droits juridiques et de participer davantage aux prises de décisions communautaires. Madame Burchfield conclut qu'une telle approche à deux axes rapportera des avantages du point de vue développement sociéconomique, santé, prise de décisions, participation politique et mobilisation de revenus.

Lors des séances en petits groupes, les participants ont discuté des implications de la discussion des panels du point de vue politique et pratique : réforme générale du système de scolarisation formelle et du contexte d'apprentissage afin de l'axer davantage sur les besoins des filles et nécessité de mettre en place des programmes d'alphabétisation supplémentaires. Les participants étaient, en générale d'accord pour dire qu'il fallait insister sur l'éducation des filles mais ils ont davantage débattu de la question de savoir si les ressources devaient concentrer uniquement sur les filles ou s'il fallait également soutenir des programmes qui intègrent les besoins des filles et des femmes. Certains participants ont exprimé leur frustration devant la nécessité de choisir, indiquant qu'il s'agissait uniquement d'une « fausse dichotomie » et que la différence entre filles et femmes est difficile à

La République dominicaine soutiendra un programme sur la non- violence dans les familles et sur les droits des filles, les écoles à plusieurs niveaux pour les filles et l'intégration de l'éducation sexuelle au programme scolaire.
—Cécilia Bérges

déterminer dans bien des cas. Haiyan Hua (Université Harvard) indique que l'éducation est un droit humain fondamental et que l'éducation devrait durer tout au long d'une vie plutôt qu'être considérée comme une opportunité ponctuelle que ratent les femmes et les adolescentes si elles ne reçoivent pas d'instruction quand elles sont enfants. Toutefois, presque tout le monde – une fois oblige de tenir compte des contraintes liées aux ressources – Tomba d'accord pour dire que, tant que les pays n'arriveraient pas à une éducation primaire universelle, la priorité devait être accordée aux filles. Neera Burra (PNUD/Inde) dit que, tant que les écoles ne règleront pas la question de qualité, elles ne feront que renforcer et non supprimer les préjugés à l'égard des filles et la discrimination sexuelle. Certains participants soulignent la nécessité d'inclure la voix des filles et des femmes à la formulation de politiques, leur permettant de contribuer directement au débat. En outre, un grand nombre d'entre eux ont cité la nécessité d'une « transition de paradigme » dans la manière dont les écoles sont vues par les communautés. Chris Wheeler (Université de l'état du Michigan) pense que les écoles devraient être transformées en centres d'apprentissage communautaires susceptibles de « renforcer la participation parentale aux écoles et permettre à celles-ci de mieux répondre aux besoins de la communauté. »

Les membres du panel et les participants ont souligné la nécessité de « défendre, preuves à l'appui, la cause de l'éducation des filles » auprès des gouvernements et des bailleurs de fonds pour vérifier que l'engagement est maintenu dans le temps. Ils sont d'accord que les gouvernements doivent continuer à augmenter les ressources qu'ils consacrent à leurs budgets de l'éducation et, au sein de l'éducation, la proportion consacrée à une éducation de base équitable. Ils indiquent également que « l'éducation des filles necessite direction et financement de la part du gouvernement… ainsi qu'une plus grande participation des parents et des communautés pour vérifier que les écoles éduquent de manière que les gens jugent utile. » L'on demande également que soit améliorée la qualité du contexte scolaire, à savoir que les écoles deviennent « *amies-des-filles*. »

Haiyan Hua

Lors des séances en petits groupes, les participants qui ont défendu une meilleure équité entre les sexes ont cité les nombreux avantages sociaux dont un mariage à un âge plus avancé et des grossesses remises à plus tard, moins d'enfants et des enfants en meilleure santé ainsi que des familles mieux instruites et plus prospères.

Des suggestions ont été faites demandant davantage de travaux de recherche sur les programmes d'éducation des femmes, notamment ceux qui encouragent l'alphabétisation et l'acquisition de compétences pratiques pouvant être rentables.

L'USAID/Salvador va parrainer conjointement avec le Ministère de l'Education le premier congrès national du pays sur l'éducation des filles et soutiendra le processus – également au niveau ministériel- pour créer une nouvelle stratégie d'éducation nationale.
—Mercedes Castillo

Mona Habib (American Institutes for Research) et Brian Spicer (Académie pour le Développement de l'Education) indiquent que l'éducation des adultes est nécessaire, mais mettent en garde car il ne faudrait pas que ces programmes « minent » les programmes d'éducation de base. Par exemple, Madame Habib propose que « les usines éduquent leur personnel sans puiser dans les budgets d'éducation de base pour soutenir cette éducation des adultes. » Elle ajoute que « les femmes devraient avoir d'autres programmes, par exemple, une formation professionnelle portant sur le commerce de base et les compétences de calcul, » ajoutant « qu'elles sont souvent mal à l'aise quand elles doivent s'asseoir avec des jeunes filles pour apprendre à lire des livres qui ne correspondent pas aux demandes de leur vie quotidienne. » Monsieur Spicer pense que l'éducation des adultes devrait se concentrer sur « une formation informelle portant sur des compétences pratiques. »

Enfin, l'on préconise des pratiques renforçant la participation communautaire et parentale à l'éducation. Afin de faire mieux correspondre les compétences et les besoins locaux, Monsieur Wheeler propose de relier les communautés aux écoles pour « préparer les enfants à gagner leur vie dans le secteur informel. » Cette approche, ajoute-t-il, puiserait dans les connaissances existantes et ouvrirait la porte à la participation parentale.

En conclusion, les participants reconnaissent que la distinction entre l'éducation des filles et des femmes est quelque peu artificielle étant d'accord sur la nécessité, pour l'éducation, de traiter des besoins des filles et des femmes. Ils n'en reconnaissent pas moins qu'au regard des contraintes institutionnelles et de la limitation des ressources rencontrées par les gouvernements et les bailleurs de fonds publics et privés, il faut demeurer concentré sur les programmes qui améliorent les chances des filles à terminer une éducation de base.

5. Créer des écoles *amies-des-filles* tout en respectant les pratiques conventionnelles : l'innovation accroît-elle le risque de se heurter à une résistance locale ?

Suite à la sensibilisation plus grande aux inégalités entre sexes dans les écoles primaires et secondaires, l'on assiste à un soutien accru pour la création des écoles « *amies-des-filles*. » Certains pensent qu'une éducation de qualité, une pédagogie axée sur les besoins de la fille et la formation des enseignants, conjointement à la participation communautaire, sont des parties composantes vitales des écoles *amies-des-filles*. Ces innovations contribuent à la création de contextes conviviaux permettant aux filles d'obtenir une éducation de qualité. Toutefois, il a été difficile de s'entendre sur les critères d'une école *amie-des-filles*. Ainsi que le montrent les quatre présentations de ce panel, la création d'un contexte convivial pour les filles necessite souvent que l'on vienne à bout de la résistance locale, surtout si les changements semblent contraires aux pratiques conventionnelles.

> *L'Egypte va consolider les relations forgées lors du symposium par le biais de visites entre projets de participation communautaire pour l'éducation des filles du Maroc et de l'Egypte. —Malak Zaalouk*

Malak Zaalouk (UNICEF/Egypte) affirme que l'amélioration de la qualité de l'éducation pour les filles renforce leurs résultats scolaires et permet une plus grande participation communautaire à la réforme de l'éducation. S'inspirant de son expérience dans le cadre du projet des écoles communautaires de l'Egypte, elle pense qu'il est possible d'introduire des pratiques pédagogiques novatrices et une éducation de qualité pour les filles sans soulever une résistance locale. Au cœur de la discussion se situe la question de la qualité de l'éducation et la manière dont des stratégies favorables aux filles mènent à un apprentissage sur toute une vie. D'après elle, « une éducation de qualité, d'un caractère novateur, est le chemin menant à l'équité entre les sexes... Améliorer la qualité de l'éducation attire les filles vers les écoles et garde les y mantient. »

Madame Zaalouk indique qu'il faut se donner une nouvelle approche à l'éducation qui insiste sur la participation de l'élève, l'autosuffisance et son autonomie. Les enseignants doivent créer des salles de classe centrées sur les besoins de l'enfant où les élèves participent activement et acquièrent confiance en eux-mêmes. Les objectifs de l'apprentissage doivent aller au delà des compétences traditionnelles et inclure travail en équipe, compétences de communication, créativité et équilibre émotionnel. Madame Zaalouk pense qu'un modèle d'éducation novatrice et de qualité demande également des changements aux niveaux de l'utilisation du temps des enseignants, des sources de programme et d'instruction, la façon dont l'enseignant conçoit l'évaluation,

Suzanne Grant Lewis

les politiques de discipline et la gestion et direction des écoles. Elle souligne par ailleurs l'importance de la participation communautaire à l'éducation et dit que, pour susciter ces changements positifs, de solides partenariats doivent être forgés entre les écoles, les communautés et les familles.

Hyacinth Evans (Université des Antilles) indique que, contrairement à bien des pays, la Jamaïque ne connaît pas de barrières importantes entravant l'accès des filles à l'éducation. Les filles ont toujours participé à l'éducation et, généralement, ont de meilleurs résultats que les garçons. Toutefois, garçons et filles rencontrent obstacles et discrimination à l'intérieur de l'école. Il existe des préjugés à l'égard des filles dans le programme scolaire et aux niveaux des attitudes et pratiques des enseignants. Par exemple, l'on n'encourage guère les filles à s'inscrire à des cours techniques menant directement à un emploi et, par conséquent, elles sont exclues des possibilités d'emploi. Ainsi, au lieu de s'attaquer aux stéréotypes entourant les sexes dans les choix des programmes, les écoles renforcent la discrimination à l'égard des femmes que l'on trouve sur le marché du travail en Jamaïque.

Madame Evans décrit certaines des conditions peu favorables dans les écoles de la Jamaïque. Les élèves subissent des punitions corporelles et sont souvent insultées par les enseignants. Ces punitions corporelles sont administrées injustement, les garçons recevant des punitions plus dures et plus fréquentes. Les enseignants ont souvent recours aux insultes et mots blessants pour remédier a un probleme de discipline, font des commentaires négatifs sur l'apparence ou l'habillement des filles et comparent les garçons à des criminels. Ces pratiques ont des répercussions négatives sur l'amour propre des élèves. Les comptes rendus des enseignants et des administrateurs montrent que les filles ont peu d'estime d'elles-mêmes et n'ont aucun sentiment se sentent mal dans leur peau d'autonomie. Dans les écoles secondaires, les filles sont vues comme des objets sexuels et la masculinité est construite autour de la conquête sexuelle des filles. Dans ce contexte, Madame Evans indique que « les filles sont des perdantes. »

> *La Guinée réalisera une évaluation de ses programmes, en commençant à compiler de bonnes données de base qui sont désagrégées par sexe.*
> *—Pierre Kamano*

Pour créer des écoles justes qui respectent les filles, Madame Evans propose que les

Le Ghana aider à lutter contre le problème de la main-d'œuvre infantile en renforçant les partenariats écoles-communautés afin que les écoles deviennent des choix plus attirants surtout pour la fillette. —Emmanuel Acquaye

enseignants et les administrateurs participent à une formation portant sur l'équité entre les sexes. Les dirigeants de l'éducation devraient également recevoir une formation pour éviter les stéréotypes et les évaluations négatives des femmes. Les relations entre sexes doivent faire partie du programme scolaire et les enseignants doivent adopter un code de conduite en ce qui concerne les interactions entre les sexes.

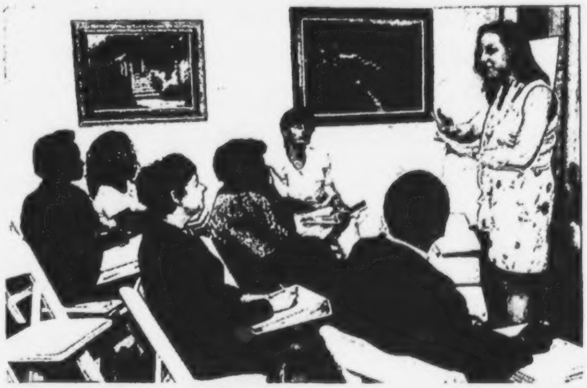
Claire Spence (USAID/Jamaïque) discute d'un autre aspect de la situation des filles en Jamaïque – les taux élevés de maternité de l'adolescente. Madame Spence pense que les filles sont souvent marginalisées et se voient refuser l'égalité des chances au niveau de l'emploi à cause de leurs rôles en tant que futures mères. Si une élève tombe enceinte, elle se heurte à bien des obstacles pour revenir à l'école et achever son éducation. Les filles doivent surmonter les barrières socioculturelles, politiques et législatives à l'éducation. Madame Spence parle de ces obstacles comme d'un « triple danger » alimentant le cycle de pauvreté pour les femmes, les filles et les communautés. Les filles sont confrontées au « risque de culture » qui encourage la débauche chez les hommes, mais condamne l'activité sexuelle de la femme comme immorale. Madame Spence avance l'argument suivant : « l'adolescente doit trouver sa voie dans une culture qui exige qu'elle réponde aux rôles contra-dictoires de la 'fille décente' et de la 'femme perdue.' »

Maekelech Gidey et Elizabeth Mwinkaar

Les mères adolescentes font face « aux risques d'une politique faible » qui les exclut de l'éducation et qui n'impose de sanctions aux écoles qui refusent de les accepter. La politique du Ministère de l'Education indique que les écoles doivent permettre aux mères adolescentes de continuer leur éducation. Mais les responsables de l'éducation n'acceptent pas les jeunes mères à l'école et ne subissent aucune conséquence pour ne pas suivre la politique officielle.

La non-application des lois est une autre injustice que subissent les filles. En effet, la législation de la Jamaïque fixe à 16 ans l'âge du consentement sexuel, mais les études montrent qu'une proportion importante des filles ont des rapports sexuels à un âge bien plus jeune. Plus de 80% des hommes qui ont des rapports sexuels avec des

adolescentes sont des adultes et devraient être poursuivis en justice aux yeux de la loi jamaïcaine. Mais la législation n'est pas appliquée et les filles ne sont pas protégées de l'abus sexuel ou de la grossesse précoce.



Jo Lesser anime une discussion en petit groupe

Madame Spence travaille avec la Fondation du Centre de la Femme en Jamaïque (WCJF) pour aider les mères adolescentes à réintégrer l'école, à trouver du travail et à se donner un but dans la vie en renforçant l'estime d'elles-mêmes. Le Programme WCJF pour les mères adolescentes est très réussi, mais ne peut n'atteindre toutes les jeunes mères ni susciter par lui-même un changement à l'échelle nationale. Madame Spence propose que le Ministère de l'Education et le Gouvernement de la Jamaïque travaillent ensemble pour éliminer ces obstacles entravant l'éducation des filles.

Anne Gahongayire (FAWE/Rwanda) affirme que les initiatives des écoles *amies-des-filles* n'accroissent pas le risque de résistance communautaire. Elle pense que peu de choses ont été faites pour améliorer des contextes d'apprentissage hostiles pour les filles à cause de l'ignorance et du manque de données et d'informations convaincantes en la matière. Si elles étaient correctement informées, les communautés seraient prêtes à discuter des changements et à mettre en œuvre des programmes de sensibilisation à l'équité entre sexes. Le manque de données locales et d'analyse concernant les questions se rapportant à l'écart entre les sexes est l'obstacle qui empêche le changement. Par conséquent, ce n'est pas la résistance locale ou le manque de volonté qui entrave l'amélioration des contextes d'apprentissage pour les filles, c'est plutôt le manque de ressources et d'informations. L'argument de Madame Gahongayire est le suivant : « Les communautés souhaitent que leurs filles aillent à l'école. Elles ont juste besoin de soutien. »

EAWE/Zambie fournira une meilleure information au niveau communautaire pour une prise de décision informée et démarchera les médias pour qu'ils sensibilisent davantage le public à l'éducation des filles. —Daphne Chimuka

Suivant la présentation en panels, les participants ont demandé aux membres des panels de parler de leurs programmes. Un participant a demandé si le projet des Ecoles communautaires de l'Egypte pourrait être intégré au système scolaire national. Un autre a demandé dans quelle mesure les communautés participent réellement aux écoles

communautaires. Madame Zaalouk explique que les idées et les concepts des écoles communautaires ont été diffusés sur l'ensemble du pays et elle estime que les approches pédagogiques novatrices sont appliquées dans 3 000 à 5 000 écoles. Elle indique également que les comités communautaires gèrent directement les écoles et jouent un rôle actif au niveau de la prise de décisions quotidienne.

Certains participants posent également des questions sur l'éducation des filles en Jamaïque. Ils demandent si l'éducation sexuelle et la sensibilisation au problème du VIH sont intégrés au programme de la Jamaïque et si les enseignants parlent aux garçons de la grossesse de l'adolescente et d'une paternité précoce. Mesdames Evans et Spence expliquent que les Ministères de la Santé et de l'Education ont fait alliance pour apporter une éducation aux élèves concernant le VIH et que l'éducation sexuelle fait partie du programme de la Jamaïque, mais que la plupart des personnes ne sont pas à l'aise avec ce thème. Ils indiquent également que la Jamaïque a démarré un programme qui traite des programmes des pères célibataires fournissant aux garçons les compétences dont ils ont besoin pour s'occuper correctement de leur famille.

EAWE/ Ouganda travaillera avec des ministres et des parlementaires pour formuler une politique à l'égard des mères adolescentes.
—Ruth Kavuna

Lors d'une discussion en petits groupes, les participants se sont concentrés sur le thème de la participation accrue de la communauté, de la réforme de la formation des enseignants, de l'amélioration de la qualité du contexte d'apprentissage pour les filles, de la création d'un personnel où les hommes et les femmes sont représentés en nombre égal et de besoins spéciaux des filles. Les participants pensent que l'on pourrait améliorer la formation des enseignants en leur parlant de l'équité entre les sexes et en leur apprenant des méthodes pédagogiques plus novatrices axées sur les besoins des élèves. Un participant souligne l'importance de faire participer la communauté à l'éducation en créant des associations parents-enseignants et en faisant participer les parents à la prise de décisions scolaires. Certaines personnes indiquent que la qualité des contextes d'apprentissage des filles peut être améliorée si l'on élimine les stéréotypes et les préjugés à l'égard des filles aux niveaux des pratiques pédagogiques, des manuels et du programme scolaire. Les participants recommandent également que les écoles fournissent des structures d'accueil pour les enfants, qu'elles enseignent des stratégies pour prévenir le harcèlement sexuel et les maladies sexuelles et que l'on mette en place des systèmes garantissant la sécurité des filles lors de leurs déplacements pour se rendre à l'école et en revenir. Le groupe espère également que la composition du corps enseignant, de l'administration et de la direction sera plus équilibrée du point de vue représentation des femmes, de sorte à ce que les intérêts des filles soient pris en compte adéquatement.

Les thèmes d'une autre séance en petits groupes portaient sur la participation

Le Maroc se concentrera sur les décideurs (surtout les politiciens) et les responsables politiques pour adopter des lois afférentes à l'éducation qui attachent une attention spéciale aux filles.
—Najat Yamouri

communautaire, l'échanges d'information et les améliorations au niveau de la pédagogie et de la formation des maîtres. Le groupe pense que les communautés impliquées devraient être pleinement engagées et sensibilisées à l'éducation des filles. Un participant souligne l'importance d'utiliser les médias pour mettre sur pied des campagnes de sensibilisation publiques encourageant la création d'écoles *amies-des-filles*. Un autre participant pense qu'il faudrait davantage de partage d'information entre pays en créant des sites d'Internet ainsi que des centres de données qui fournissent des informations sur l'éducation des filles. Le groupe recommande également une pédagogie soucieuse de l'équité entre les sexes et l'inclusion de cette approche aux normes d'accréditation des enseignants.

La discussion du troisième petit groupe soulève des aspects se rapportant à la création de politiques, la participation communautaire et la qualité de l'éducation. Khadija Ramram (Save the Children) note que les communautés doivent s'engager dans un dialogue sur les questions de l'éducation et que leurs opinions doivent représenter le fondement des nouvelles politiques. Le groupe est d'accord de faire participer les communautés, mais une participante pense qu'il faudrait insister davantage sur le *processus* de la formulation de nouvelles politiques. Elle indique, « Le problème se situe au niveau de la formulation des politiques. Comment pouvons-nous faire participer la communauté ? Nous disons que nous voulons demander aux communautés, mais nous demandons rarement aux élèves – encore moins aux filles – qui sont les plus touchées. » Heidi Ross (Université Colgate) ajoute que les communautés doivent apprendre à agir comme des chercheurs et que la formulation et la mise en place de politiques doivent être un processus collectif. Les participants discutent également de la question de savoir si les communautés comprennent les problèmes relatifs à la qualité de l'éducation, certains pensant que les membres communautaires ne comprennent pas pleinement cet aspect, alors que d'autres prennent le contrepoint disant que la communauté comprend bien les questions de qualité pratique. Carmen Madrinan (Catholic Relief Services/Inde) indique que les enfants rejoignent la main-d'œuvre infantile car la qualité des écoles est tellement faible. Elle explique, « Si les écoles étaient de meilleure qualité, les parents enverraient leurs enfants aux écoles. » A la fin de la séance, le groupe a formulé des recommandations que les gouvernements devraient soutenir la conception de l'école communautaire, chercher à réduire les préjugés à l'égard de la fille dans les programmes et le matériel pédagogique et trouver de nouvelles méthodologies de collecte de données plus efficaces.

Le quatrième groupe discute de la manière dont les systèmes d'examen traditionnels freinent l'innovation pédagogique et combien il est important de faire participer la communauté au processus d'amélioration de l'éducation. Les participants pensent que, si les éducateurs envisagent sérieusement d'adopter des pratiques novatrices, il faudra restructurer de fond en comble des systèmes d'évaluation traditionnels trop rigides. Christopher Wheeler (Université de l'état du Michigan) souligne l'importance d'adopter des méthodes pédagogiques novatrices partant du principe que « L'on chante les louanges des méthodes traditionnelles mais, au fond, ce n'est que de l'appris par cœur. Il faut une méthodologie axée sur l'élève. » Les participants réitèrent l'analyse d'autres groupes de discussion notant que les changements doivent commencer à la base et qu'il faut mobiliser les communautés pour qu'elles assument la responsabilité du système d'éducation. Le groupe termine en recommandant de créer des écoles *amies-des-filles* par le biais d'une composition du personnel enseignant avec représentation égale des femmes et des hommes, une formation portant sur l'équité entre les sexes et la révision des manuels scolaires.

42

6. Partenaires, adversaires ou gardiens : définir la relation entre les gouvernements et les ONG au niveau de la mise en œuvre des programmes d'éducation pour les filles

Les ONG participent de plus en plus à la prestation directe des services sociaux, notamment l'éducation de base et l'éducation des filles. Elles sont devenues un secteur complémentaire du gouvernement et de l'entreprise. Occupant une position unique pour forger les partenariats avec les communautés et offrir des programmes ciblés au niveau local, les ONG fournissent des services qui ne sont pas encore dispensés par le gouvernement ou le secteur privé. La capacité qu'ont les ONG à fournir des services plus souples et à petite échelle leur permet de se créer un nouveau créneau de l'assistance au développement. Alors que leurs avantages deviennent de plus en plus apparents, les ONG participent de plus en plus aux activités de développement et reçoivent des proportions sans cesse croissantes du financement des bailleurs de fonds.

La discussion de ce panel cherche à définir les relations réussies entre gouvernements et ONG au niveau de la prestation de services d'éducation pour les filles et les femmes. Ces relations dépendent d'un certain nombre de facteurs qui influencent l'efficacité des programmes, par exemple, la nature des problèmes particuliers devant être traités, les types d'actions nécessaires ainsi que les capacités et les ressources des intervenants, à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement. En outre, ces relations prennent place dans le contexte plus vaste de la culture et de la nation. Enfin, la qualité et l'efficacité des services sont influencées par les capacités techniques des parties intéressées et par la nature même des gouvernements et des ONG (objectifs, structures, sources de financement). De fait, ce panel montre clairement qu'il n'existe pas une seule relation idéale entre gouvernements et ONG. Toutefois, les partenariats sont créés idéalment quand il est évident que cette création est bénéfique et quand le partenariat permet de mettre en place des mécanismes efficaces de prestation de services pour les communautés.

Catholic Relief Services/Etats-Unis partagera résultats de recherche et concepts avec d'autres organisations et cherchera à créer des partenariats plus « affirmatifs » avec des ONG.
—Jennifer Smith Nazaire

Jane Benbow (CARE) ouvre la discussion en donnant une vue d'ensemble des trois facettes de la question (éducation pour le développement économique, éducation pour la responsabilité, éducation en tant que besoin fondamental) qui ont influencé les politiques d'éducation dans le monde en développement et la relation des gouvernements et des ONG au niveau de la prestation des services d'éducation. Ces

discours influencent la nature de l'aide à l'éducation aux pays en développement tout comme ils déterminent la nature des relations entre gouvernements et ONG ainsi que celle des services fournis poul l'éducation des filles et des femmes. Madame Benbow place ces relations dans leur contexte et soutient le point de vue selon lequel il n'existe pas une type unique de relation pour arriver au résultat souhaité, à savoir accroitre la population feminine dans les écoles.

Selon Madame Benbow, la Conférence de l'Education pour Tous de Jomtien, en 1990, représente le début de l'engagement communautaire à l'éducation. Les ONG furent influencées par le nouveau discours sur *l'éducation en tant que besoin de base*. La logique sous-jacente à ce discours était la suivante : si l'éducation est un besoin de base et si les gouvernements sont incapables de le pourvoir par eux-mêmes, alors il incombe a la communauté internationale et aux ONG locales de prêter main forte. Madame Benbow pense que ce discours a facilité le partenariat entre le gouvernement et les ONG et a permis aux ONG de compléter de plus en plus les projets du gouvernement en fournissant des services aux communautés. Bien que ceci souleva la question de savoir si les ONG ou les gouvernements doivent assumer de tels rôles, « il ne s'agissait pas de savoir si les ONG devaient assumer le rôle de gardien ou de défenseur ; il s'agissait plutôt de déterminer la nature des partenariats. »

Le Mali réalisera un symposium analogue sur l'éducation des filles et cherchera à mettre en œuvre le plan d'action national de dix ans pour l'éducation des filles.
—Fanta Mady Kéita

Madame Benbow propose un quatrième discours – encore virtuel – de l'éducation dans le développement international : *l'éducation en tant que droit humain*. Madame Benbow note que « si ce projet était mene a bien et si les ONG réussissaient à jouer un rôle, cela aurait des conséquences extraordinaires… pour l'éducation des filles et des femmes. » Elle conclut que si les ONG – en tant qu'intervenantes au sein de la société civique – adoptent ce nouveau discours, elles auront des rôles multiples et complexes, innovant, facilitant, jetant les ponts et faisant le contrepoids, fournissant défis et directions pour la responsabilisation et la communication et aider les pauvres à s'organiser et à défendre leurs droits.

Selon Madame Benbow, le déterminant principal quant au rôle que joueront les ONG dependra du pouvoir et de la solidité de l'état (ou de sa nature démocratique), bien que cela ne soit pas un guide suffisant. « Même les états solides ont parfois besoin d'être surveilléset d'avoir des adversaires pour les maintenir sur le droit chemin ; même des états faibles ont besoin de partenaires dans leurs efforts en vue de changer. Sans état démocratique solide, il n'est pas possible de mettre en place un système ou une fonction qui protège les droits humains. » Si l'on veut que le discours de l'éducation en tant que droit progresse, il doit reposer sur une recherche qui exam-

Cecilia Torres-Llosa, Malak Zaalouk et Hoda el-Saady

ine son influence sur l'éducation des filles et des femmes et ainsi que la relation long terme entre les gouvernements et les ONG en vue de garantir et de protéger ce droit.

Jennifer Spratt (Research Triangle Institute) survole les divers types d'ONG et leurs relations avec les différents types de gouvernements en ce qui concerne l'éducation des filles. Madame Spratt souligne qu'il est difficile de dire ce qui est le plus important ou le plus efficace au niveau de l'éducation pour les filles. « Chaque contexte donné doit être évalué en fonction des besoins spécifiques ainsi que des forces et faiblesses relatives de toutes les éventuelles parties concernées – gouvernement, organisations non gouvernementales, collectivités locales et société civique – susceptibles d'être mobilisées pour soutenir les actions en faveur de l'éducation des filles. » Le rôle de tous les intervenants de l'éducation des filles doit être examiné de près et cas par cas, dit-elle. « Quand nous cherchons à développer des relations entre gouvernements et ONG, nous devons essayer de développer plusieurs types de relations. Certaines encouragent la tension constructive du rôle de gardien garantissant que la société continue à se développer et parfois, d'autres qui servent de rôle complémentaire aux gouvernements. »

Madame Spratt conclut qu'au vu de la complexité des questions liées à l'éducation des filles, les solutions elles aussi seront probablement complexes. « Dans l'idéal, nous devons chercher à encourager les partenariats entre les deux parties prenantes. La qualité et les compétences des différentes ONG et des différents gouvernements varient grandement et tous ne sont pas capables de la même participation aux programmes. Les ONG qui possèdent les compétences et l'expérience requises (par exemple, les liens avec les communautés locales, l'expertise technique et les aptitudes au développement participatif) peuvent assumer un certain nombre de rôles importants à la fois au cours de l'élaboration et la mise en œuvre du programme social et lors de la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation des futures politiques. »

L'Association des juristes femmes en Ethiopie accroîtra le nombre de ses partenariats y compris avec FAWE.
—Almaz Woldeyes Yimaer

Brian Spicer (Académie pour le Développement de l'Education) se penche sur la question en utilisant une étude de cas se rapportant à son expérience dans le Balochistan, province la plus grande du Pakistan. Monsieur Spicer indique que, pour comprendre comment s'établit une relation réussie entre les gouvernements et les ONG, il faut déterminer la nature de la relation la plus susceptible de soutenir les objectifs recherchés, ainsi que la véritable capacité des gouvernements et des ONG. Les ONG peuvent jouer des rôles différents au niveau de la prestation des services d'éducation selon les différents moments, note Monsieur Spicer. « Souvent, les ONG sont des sous-traitants des gouvernements pour la prestation de services. Dans de tels cas, il arrive souvent qu'un réel partenariat ne puisse se développer. » De fait, les gouvernements demandent aux ONG d'assumer leur rôle qui est de pourvoir une éducation de base. Monsieur Spicer met en garde, indiquant que les ONG ne devraient pas assumer les responsabilités du gouvernement mais plutôt renforcer la capacité de ce dernier à s'acquitter de ses propres responsabilités. Par conséquent, les deux doivent être plus ouverts à la création de partenariats et à la réalisation de buts communs.

L'USAID/Pérou travaillera avec ses partenaires pour vérifier que le plan d'éducation national en train d'être mis au point intègre les questions relatives à l'équité entre les sexes. L'USAID/Pérou participera à la seconde conférence nationale sur « l'éducation de qualité en tant que rôle de la communauté dans l'éducation » et continuera à guider le plan d'éducation pour tous du pays.
—Kristin Langlykke

Selon Monsieur Spicer, il est important d'envisager comment sont mesurés les résultats de la relation entre le gouvernement et les ONG. « Certaines études se concentrent sur le produit sans examiner les problèmes de la relation. Mais, souvent, le produit est bien meilleur que le processus. » La relation entre les deux parties est rarement une « mono » relation, et elle sera définie en fonction de la prédisposition de l'observateur. Tous les intervenants, bailleurs de fonds, ONG et gouvernements ont des vues et des expériences différentes suivant leurs façons de voir les choses. « Nous devons être

Karen Tietjen

conscients de nos propres objectifs en essayant de définir la relation entre les gouvernements et les ONG. »

Howard Williams (Académie pour le Développement de l'Education) pense que les caractéristiques distinctives et les avantages comparatifs des gouvernements et des ONG et leur relation sont le mieux compris au regard des systèmes et contextes politiques dans lesquels ils interviennent. Les gouvernements doivent fournir des services, bien que leur capacité à ce faire varie. Les ONG, par ailleurs, se sont établies comme un secteur complémentaire au gouvernement et à l'entreprise en ce qui concerne la prestation de services sociaux dont l'éducation des filles. « Bien qu'il soit bien plus facile de faire sur papier un survol des catégories spécifiques dans lesquelles chaque groupe comporte un avantage, la réalité est toute autre car elle est compliquée par des dimensions contextuelles telles que la stabilité politique, les droits humains, la guerre et les désastres naturels, » dit-il. Quand l'instabilité politique menace le fonctionnement ou l'innovation des gouvernements, l'importance des ONG face aux individus, groupes et communautés s'accroît. La relation entre les ONG et le gouvernement dans ce contexte est davantage un supplément qu'un complément. Elles ont alors une fonction de gardiennage devant signaler les problèmes et répondre aux pannes du système. Monsieur Williams conclut qu'il faut améliorer les dimensions contextuelles et les typologies organisationnelles afin d'examiner ces relations et leurs avantages respectifs à court et à long terme pour la prestation des services d'éducation.

EAWE/Guinée fera le compte rendu du symposium en Guinée et renforcera les partenariats avec les médias pour valoriser l'éducation des filles.
—Madeleine Macka Kaba

Les discussions en petits groupes ont permis aux participants d'identifier et de discuter des implications pour la politique et la pratique. Les participants ont convenu que, pour définir la relation entre le gouvernement et les ONG, il fallait avant tout définir ce qu'est une ONG. Vu que l'appellation concerne toute une gamme d'organisations, il est nécessaire d'arriver à une compréhension et des termes communs concernant les différents types d'ONG, leurs forces et faiblesses et leur aptitude à remplir les différents rôles d'un partenariat. Les bailleurs de fonds jouent également un rôle au niveau de la création et du renforcement des relations entre les gouvernements et les ONG et il faut aussi tenir compte de ce rôle dans tout dialogue sur la relation entre les gouvernements et les ONG. « Nous devons observer la relation entre les gouvernements, les ONG et les bailleurs de fonds comme une relation tripartite, » dit un participant. En définissant clairement les rôles des différents intervenants et leur contexte particulier, on peut créer des partenariats plus efficaces.

Un participant du Mali recommande que les bailleurs de fonds prêtent attention au contexte dans lequel les services sont fournis et soient sensibles aux manières les

Frank Method, Hyacinth Evans, Jane Benbow et Steve Klees

plus stratégiques d'atteindre leurs buts mesurables. L'on félicite les bailleurs de fonds de travailler avec des ONG au niveau communautaire pour arriver à mieux connaître le contexte des programmes et on leur recommande de déployer les mêmes efforts pour aider les ONG à renforcer leurs partenariats avec les Ministères de l'Education.

Au fur et à mesure que les participants discutaient de divers exemples de politiques mises en œuvre sans le soutien de la base la nécessité d'examiner de plus près le role des bailleurs de fonds dans la relation entre gouvernements et ONG se faisait plus évidente. Un participant de FAWE/Sénégal a discuté d'un programme d'éducation de base au Mali fournissant une instruction dans la langue locale. L'expérience montre que les parents s'opposaient à l'utilisation de la langue préférant que l'enseignement dispensé à leurs enfants se fasse en français, langue officielle du pays. Les parents pensent que le français permettra à leurs enfants de réussir dans la vie et en même temps, sert à justifier leurs investissements au niveau de l'éducation. Cecilia Torres-Llosa *(Instituto Apoyo*/Pérou) ajoute que les gouvernements n'ont pas toujours la force, la capacité ou la volonté de faire progresser leurs programmes nationaux ainsi que ceux de la société civile. Elle suggère que « puisque les bailleurs de fonds sont les partenaires les plus solides de cette relation, ils devraient aider les gouvernements à accomplir leurs buts en renforçant leur capacité. Cela n'est possible que si les bailleurs de fonds jouent un rôle de coordination, gérant les relations entre les gouvernements et les ONG et s'ils sont sensibles aux besoins de la communauté. »

En outre, les participants insistent sur le fait que les bailleurs de fonds doivent comprendre les besoins et les limitations des gouvernements et des ONG avec lesquels ils travaillent. Les gouvernements devraient gérer les réformes et diriger les politiques, mais ne sont pas forcément ceux devant également les exécuter. Un participant du Honduras indique que « la société civile est plus apte à donner de bonnes idées aux communautés. » Madame Spratt se demande si les gouvernements ont la capacité, la connaissance, la volonté et les ressources nécessaires pour mettre en œuvre une politique. Dans la négative, dit-elle, les pays devraient faire en sorte d'envoyer des messages plus clairs aux bailleurs de fonds quant à leurs besoins.

Les participants conviennent que les ONG doivent être plus ouvertes et transparentes rendant l'information disponible sur la composition des conseils d'administration, l'origine de leurs sources de financement et la manière dont l'argent est dépensé. Une telle transparence aidera les ONG à communiquer plus franchement avec les gouvernements et les bailleurs de fonds concernant leurs besoins particuliers. Un participant indique que « il est facile pour les ONG d'être attirées dans des rôles

qui ne leur conviennent pas et elles doivent apprendre à reconnaître leurs capacités et à se rappeler que le leur est celui de facilitateur à court terme. » Lawrence Chickering (Educate Girls Globally) dit que « l'une des choses que nous devrions faire, c'est de renforcer la capacité des ONG locales de mettre en œuvre une stratégie ou une politique gouvernementale. » A cette fin, Monsieur Chickering indique que les ONG doivent être responsables des décisions qu'elles prennent au niveau des services. Madame Spratt se demande s'il existe un rôle pour des ONG internationales concernant le renforcement de la relation et du dialogue entre les ONG locales et les gouvernements. « Cela aiderait les deux parties à discuter et à négocier les politiques ainsi que les stratégies en vue d'une exécution efficace, » dit-elle.

Les participants recommandent également d'adopter des lois qui définissent les paramètres des relations entre les gouvernements et les ONG. Cela faciliterait la création de partenariats puisqu'ils reposeraient sur un ensemble de critères acceptés, faisant une place importante à la confiance. De plus, l'adoption de mécanismes qui ameliorent la collaboration entre les gouvernements et les ONG facilite la prestation de services en plus grande quantité (et de meilleure qualité) au vu des contraintes de ressources actuelles. Autre possibilité que l'approche législative : la création d'un bureau au sein du gouvernement consacré tout particulièrement aux relations avec les ONG. Celui ci pourrait négocier les rôles et les responsabilités des partenaires engagés au niveau de la formulation de politiques et de la prestation de services.

Les séances en petits groupes ont conclu a l'unanimité que les ONG ne sont pas la seule réponse à l'éducation des filles ou des femmes et que la relation entre les ONG et les gouvernements varie en fonction du contexte. Mais, ce qui est le plus important, c'est que les concepteurs de programme et les bailleurs de fonds prennent le temps de réfléchir aux forces relatives des principales parties intéressées pouvant être mobilisés pour assumer des actions de soutien ainsi qu'a leurs relations.

Séance plénière de clôture

Emily Vargas-Barón (USAID) ouvrit la séance plénière de clôture en récapitulant brièvement son expérience lors du Forum mondial d'Education à Dakar, en avril 2000, où elle a représenté l'USAID, comme « un moment de revitalisation et d'espoir. » Elle présente un modèle dont ont débattu les délégués lors du forum, modèle préconisant un renouvellement d'attention à la qualité, au changement systémique et à la nécessité de considérer l'enfant comme un participant actif de son apprentissage.

Emily Vargas-Barón

Madame Vargas-Barón présente également les buts de l'Education pour Tous :

1. Elargir et améliorer l'éducation intégrale lors de la prime enfance, surtout pour les enfants les plus défavorisés et les enfants les plus vulnérables.
2. S'assurer que, d'ici 2015, tous les enfants, notamment les filles et les enfants dans des circonstances difficiles, auront accès à une éducation primaire de bonne qualité, libre et gratuite et qu'ils achèvent cette éducation.
3. Faire en sorte que les besoins d'apprentissage des jeunes et des adultes soient satisfaits par le biais d'un accès équitable à des programmes d'apprentissage, de formation professionnelle et d'instruction civique.
4. Arriver à une amélioration de 50% dans les niveaux d'alphabétisation pour adultes d'ici 2015, surtout pour les femmes, et à un accès équitable à une éducation de base ainsi que continue pour tous les adultes.
5. Eliminer les écarts entre sexes au niveau de l'éducation primaire et secondaire d'ici 2005, et arriver à l'égalité entre sexes au niveau de l'éducation d'ici 2015, avec une attention toute particulière visant à assurer un accès égal et intégral pour les filles et une éducation de base de bonne qualité.
6. Améliorer tous les aspects de la qualité de l'éducation et assurer l'excellence pour tous, afin que des résultats d'apprentissage reconnus et mesurables soient possibles pour tous, surtout aux niveaux de l'alphabétisation, du calcul et des aptitudes essentielles à la vie.

Les étapes suivantes, dit Madame Vargas-Barón, concernent les pays préparant des plans d'action nationaux complets d'éducation pour tous, d'ici 2002 et la création d'un réseau de haut niveau. Ce reseau cherchera à rediriger les programmes d'éducation et à susciter des engagements financiers concrets de la part des gouvernements nationaux, des bailleurs de fonds, des ONG et d'autres organisations leur permettant d'atteindre leurs buts d'éducation pour tous.

Points saillants de la conférence

May Rihani (Académie pour le Développement de l'Education) a commencé en indiquant que le Symposium était de fait une expérience enrichissante. Madame Rihani indique que les participants et les présentateurs ont accompli beaucoup et qu'ils ont également lancé un grand nombre de nouveaux défis. Elle récapitule ensuite les concepts clés qui se sont présentés lors des séances plénières, de panel et en petits groupes.

Premièrement, dit-elle, une approche à l'éducation dont les pratiques sont plus favorables aux filles est une approche conviviale pour l'enfant. Plusieurs des arguments présentés indiquent qu'un système d'éducation qui est restructuré et transformé pour qu'il soit sensible à l'écart entre les sexes profite tant aux garçons qu'aux filles, alors qu'un système d'éducation qui ne répond pas aux besoins éducatifs spécifiques des filles tend à profiter plus aux garçons qu'aux filles.

May Rihani et Mary Joy Pigozzi

Deuxièmement, pour traiter les besoins spécifiques des filles, des pauvres, des enfants vivant dans des zones reculées et d'autres groupes peu desservis, il faut changer les approches classiques aux activités d'éducation de base. L'éducation pour tous n'est possible que par le biais d'approches novatrices qui reconstruisent les systèmes éducatifs pour qu'ils soient véritablement centrés sur les besoins de l'enfant, interactifs et de nature exploratoire.

Troisièmement, les faits présentés lors du Symposium ne confirment pas l'hypothèse bien connue voulant que l'accès à lui seul ne rapporte pas de bénéfices. De fait, l'accès à lui seul, quelle que soit la qualité, rapporte quand même des bénéfices sociaux. Toutefois, la qualité accroîtra encore ces bénéfices sociaux et personnels. Il reste donc encore un besoin critique d'améliorer la qualité. Les améliorations de la qualité doivent se faire progressivement et doivent être compatibles avec les conditions et le contexte du pays ou de la communauté en question.

Enfin, Madame Rihani indique que les partenariats n'étaient pas simplement un élément important d'une éducation réussie des filles et d'une éducation de base, mais un *préalable* à cette réussite. De plus, les buts articulés lors du Symposium ne peuvent être atteints que par les actions d'une masse critique d'intervenants et de parties concernées représentant différents secteurs. Madame Rihani conclut en reconnaissant la valeur du cadre élargi qui inclut l'éducation de la femme et autres questions connexes. Toutefois, dit-elle, « Il est évident que nous devons continuer à accorder la priorité aux filles d'âge scolaire dans le cadre des efforts faits pour changer les choses et pour arriver à notre but d'éducation pour tous. »

Etapes suivantes

Mary Joy Pigozzi (UNICEF) indique que de nombreux exemples de réussite au niveau de l'éducation des filles ont été partagées lors de ce Symposium et note, à l'instar de Madame Vargas-Barón, que la conférence de Dakar a placé l'éducation des filles « au premier rang du programme. » L'on peut constater, d'après les faits, qu'une amélioration a été apportée à l'éducation des filles, mais les lents progrès ne suffisent pas, dit Madame Pigozzi. « La responsabilité incombe à tous car c'est une entreprise collective. » Madame Pigozzi recommande notamment de passer du plaidoyer à l'action ; d'étendre les projets pilotes à l'échelle nationale ; de mesurer attentivement les réussites et les publier ; et de transformer les systèmes d'éducation afin de les rendre plus sensibles à l'écart entre les sexes et deviennent ***amies-des-enfants***. Madame Pigozzi se demande si ce Symposium a effectivement été la première étape d'une telle entreprise collective.

Remarques de clôture

Susie Clay

Dans ses remarques de clôture, Susie Clay (USAID) indique que le Symposium représente une rare occasion pour les décideurs de niveau supérieur de 34 pays de se consulter sur un thème d'importance primordiale. Déclarant que, d'après elle, il n'existe rien de plus important pour l'avenir de la planète que l'éducation de tous les garçons et de toutes les filles, elle trouve qu'il « est fort préoccupant que, pour des parents dans des pays tels que le Pakistan, la Bolivie, le Yémen, le Mali, ou encore le Bangladesh, le souhait de voir leurs enfants terminer, ne serait-ce que six ans du primaire, reste un rêve inaccessible. » Les dirigeants du monde se sont engagés en faveur de l'éducation pour tous, mais ils n'ont pas encore pris les engagements financiers nécessaires à cette fin. Et, d'après Madame Clay, il n'est pas sûr non plus que l'on puisse compter sur les 8 milliards $ par an que l'on avait estimés nécessaires pour arriver à l'éducation primaire universelle et qu'on avait promis de débloquer.

« Nous avons appris que nous avons l'engagement, les connaissances et les outils nécessaires pour atteindre les buts de l'éducation primaire universelle. Mais ce qu'il faut encore acquérir, ce sont les ressources et la mise en pratique. « Madame Clay prie instamment les participants « d'emmener le message dans leur pays et de chercher à influencer les gouvernements, les entreprises, les fondations, les associations, les organisations religieuses, les médias, les universités, les communautés, les parents et

les individus pour qu'ils respectent leurs engagements en fournissant les ressources nécessaires à l'éducation de leurs enfants. »

Madame Clay indique, « Si tant est que nous ayons appris quelque chose ces deux derniers jours, c'est bien de savoir que ce qui est bon pour les filles est bon pour tous les enfants, » et « qu'une approche favorable aux filles est une approche conviviale pour l'enfant. » Elle ajoute qu'il existe d'amples faits démontrant qu'un système éducatif qui répond aux besoins particuliers des filles bénéficie tant aux filles qu'aux garçons.

En pus de son plaidoyer en faveur de ressources accrues pour l'éducation, Madame Clay indique qu'il faut recueillir plus de faits sur les politiques et pratiques concernant l'éducation des filles. « Je pense que nous devons en vigueur nous engager à constamment etayer notre point de vue par des faits concrets, » citant l'affirmation du Membre du Congrès Earl Pomeroy dans son discours au Symposium indiquant que, « de bonnes données, bien solides, voilà ce dont ont besoin les législateurs pour défendre l'éducation des filles. »

Madame Clay parle également des effets entraînés par la crise du VIH/SIDA dont les répercussions sont particulièrement difficiles pour les filles et les femmes.

Dans sa conclusion, Madame Clay pousse les participants « à agir comme si chaque enfant du monde est votre propre enfant et faire en sorte d'en arriver à ce que chaque fille et garçon parvienne à obtenir, au minimum, une éducation primaire de qualité. »

Remarques de J. Brady Anderson, l'administrateur de l'USAID

C'est un plaisir d'être ici et de voir tant de professionnels du développement réunis pour discuter de ce qui, à mon avis, est une des questions les plus importantes du développement : l'éducation des filles. Tout au long de l'histoire, les hommes et les femmes on eu soif d'éducation. Toutes les grandes civilisations sur terre ont révèré la connaissance et l'apprentissage. De nos jours, la nécessité d'une bonne éducation est comprise et acceptée partout dans le monde. Dans cette nouvelle ère de mondialisation, l'on ne saurait trop insister sur l'alphabétisation et les aptitudes au calcul, car ces compétences sont les fondements mêmes de l'avenir réussi de nos enfants.

L'éducation joue un rôle particulièrement important dans le développement. Ainsi que le disait mon vieil ami, le défunt Président Julius Nyerere, « L'éducation n'est pas une manière d'échapper à la pauvreté, mais un moyen de la combattre. » Nous savons que l'éducation des filles en particulier est peut-être l'investissement le plus important que puisse faire un pays en développement. Nous savons que des mères qui ont suivi au moins six ans d'éducation primaire seront plus susceptibles d'éduquer leurs enfants. Elles sont plus susceptibles d'avoir des enfants en bonne santé et de les avoir plus tard dans la vie. Nous savons que des mères instruites font de meilleures employées et qu'elles sont plus susceptibles de participer à leur gouvernement. Et, bien sûr, nous savons qu'elles sont plus susceptibles de gagner davantage.

Nous savons que c'est vrai car, dans des endroits comme l'état de Kerala, au Sud de l'Inde, l'alphabétisation est presque universelle et, à Kerala, le taux de mortalité infantile est le plus faible de tout le monde en développement – et le taux de fécondité est le plus faible en Inde. Ici, aux Etats-Unis, nous savons que le revenu moyen de femmes qui n'ont pas achevé le secondaire est presque 40% plus faible que pour celles qui ont terminé leurs études secondaires – et elles sont trois fois plus susceptibles de recevoir une assistance publique.

Partout dans le monde, une étude après l'autre montre que l'investissement dans l'éducation des filles aide à rompre le cercle vicieux de l'analphabétisme, de la pauvreté et de la mortalité infantile élevée pour en faire ce que Larry Summers, Secrétaire au Trésor, appelle un cycle vertueux d'éducation, de progrès économique et de santé. A l'aube du 21^{e} siècle, presque un milliard de personnes – un sixième de l'humanité – ne savent pas lire un livre ou signer leur nom. Deux tiers de ces personnes sont des femmes. Aujourd'hui, il existe plus de 130 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école dans le monde qui ne sont pas à l'école – 73 millions d'entre eux sont des filles. Comment en marche le cycle vertueux : tel est le défi que nous avons à relever tous ici, aujourd'hui.

A l'USAID, nous pensons que chaque secteur de la société a un rôle à jouer pour fournir une éducation de qualité à chaque fille et à chaque garçon. Les gouvernements ont un rôle particulièrement important à jouer – de fait, le rôle principal leur incombe – car ils fournissent non seulement le financement, mais également les politiques susceptibles de faire de l'éducation des filles une priorité.

L'éducation des filles doit prendre place dans le contexte de l'égalité aux yeux de la loi : nous devons faire passer le message aux femmes et aux filles de partout : elles ont autant de valeur pour la société que leurs frères, pères et maris. Par exemple, il y a 28 ans les Etats-Unis passaient une législation extrêmement importante connue sous le nom de Titre 9, qui aidait à garantir l'égalité de l'accès à l'éducation. De nos jours, les femmes américaine représentent une majorité des étudiants des collèges de la nation – et une majorité de celles obtenant des maîtrises. Et même s'il nous reste un long chemin à parcourir pour arriver à la parité du revenu, les recherches montrent que l'écart de revenus entre les hommes et les femmes aux Etats-Unis se rétrécit au fur et à mesure qu'augmentent les niveaux d'éducation.

L'un des signes les plus encourageants que j'ai constaté ces dernières années, c'est que les dirigeants du monde entier réalisent l'importance de l'accès égal à l'éducation – et qu'ils prennent des mesures. Par exemple, l'an dernier, le Ministre de l'Education du Pérou, le Docteur Felipe Garcia, a annoncé que le budget de l'éducation de son pays serait augmenté et que des politiques seraient adoptées pour « assurer l'accès à l'éducation pour tous les enfants. » De plus, l'année dernière, la Guinée a célébré sa première Journée nationale de l'Education des Filles, le 21 juin, avec des dirigeants communautaires bien connus parlant de l'importance de l'éducation des filles à la radio et à la télévision nationales. Voici le type d'engagement et de dévouement dont nous avons besoin pour atteindre notre but d'éducation de qualité pour chaque enfant.

J'ai déjà mentionné que les gouvernements doivent adopter des lois et des politiques qui reconnaissent les droits de la femme. Que peuvent-ils faire d'autre ? Ils peuvent s'attaquer aux les barrières qui maintiennent les filles à l'écart de l'école. Par exemple, l'approvisionnement en eau et électricité dans les villages augmentent les chances pour les filles de recevoir une éducation. Dans certaines cultures, la construction d'écoles séparées pour les garçons et les filles ou le fait d'avoir des institutrices qui enseignent les classes de filles augmentent également les chances, pour une fille, d'aller à l'école.

J'aimerais insister sur le fait que, même si le rôle du gouvernement est très important, ce n'est de loin pas le seul rôle – car le secteur privé peut également faire des contributions importantes. L'une de mes histoires préférées à cet égard vient du Maroc. Suite à la Conférence internationale de 1998 sur l'Education des Filles, parrainée par l'USAID et d'autres bailleurs de fonds, la Wafabank et le Gouvernement du Maroc mettent en œuvre une campagne d'éducation appelée Une Banque-Une Ecole. Dans le cadre d'Une Banque-Une Ecole, des banques commerciales parrainent des écoles locales. Des cadres de la banque se réunissent avec des dirigeants de la communauté et demandent « de quoi avez-vous besoin ? Comment pouvons-nous travailler ensemble ? » Parfois, la réponse est la suivante « Nous avons besoin de plus d'écoles, de plus de livres. » Parfois, c'est « un meilleur système sanitaire » ou bien « de meilleures routes, » ou encore « des souliers pour nos enfants pour qu'ils puissent aller à l'école à pied. » Et ces banques travaillent avec les communautés pour répondre à ces besoins ensemble.

Six cents banques sont engagées dans ce programme pour améliorer l'éducation

des enfants dans 600 écoles partout au Maroc. Et je suis heureux de dire que les filles profiteront autant que les garçons de cette collaboration. Le secteur privé s'intéresse tout particulièrement à l'amélioration de l'éducation des filles. En améliorant l'accès à l'école, ils forment les employés de demain et élargissent le pool de main-d'œuvre. Dans un monde qui dépend de la matière grise, la relation entre le bilan d'une société et l'éducation de ses employés – les hommes comme les femmes – est tout à fait évidente.

Les médias ont également un rôle à jouer pour sensibiliser davantage à l'éducation des filles. Radio, télévision, films, journaux – tous ces médias communiquent des messages sur ce qui est important dans une société. Et, par conséquent, qu'il s'agisse d'un personnage de feuilleton ou de l'organisateur d'une causerie à la radio, nous devons tous dire la même chose à nos filles : aussi bien vous que votre éducation sont des choses importantes pour nous. L'USAID est intervenue pendant une dizaine d'années pour promouvoir l'éducation des filles au Guatemala. Aujourd'hui, l'Association guatémaltèque de l'Education des Filles – par elle-même – lance une campagne médiatique nationale, non seulement pour attirer l'attention sur l'importance de l'éducation des filles, mais pour engager à ce niveau les représentants du gouvernement, les dirigeants des entreprises et la communauté dans son ensemble.

Des progrès ont certes été faits. Dans des pays en développement, le taux de scolarisation du primaire pour les filles a augmenté de 50% depuis 1960. Dans les pays les plus pauvres, il a plus que doublé au cours de la même période. Et pourtant 60% des filles qui devraient être à l'école n'y sont toujours pas. A l'évidence, nous devons faire mieux, pas simplement afin d'améliorer la quantité d'éducation mais aussi la qualité. En effet, à quoi cela sert-il d'avoir des filles – ou des garçons d'ailleurs- assis dans des salles de classe bondées où l'instruction qu'ils reçoivent n'a aucun rapport avec leur vie de tous les jours. Le but de l'éducation en général et de l'éducation des filles en particulier est de permettre aux femmes d'assumer un rôle plus actif au sein de la société – afin qu'elles soient encore plus impliquées dans leur avenir.

B.F. Skinner a dit un jour que : « l'éducation c'est ce qui reste quand tout ce qui a été appris est oublié. » Je pense savoir ce qu'il veut dire. En effet, aussi importante que soit la capacité de lire, d'écrire et de calculer, le vrai bénéfice de l'éducation est qu'elle élargit notre vue des choses et nous fait comprendre le monde dans lequel nous vivons avec toutes les possibilités qu'il renferme. Quand j'étais ambassadeur en Tanzanie, j'ai rencontré de nombreux américains qui étaient venus escalader le Kilimanjaro ou bien admirer la faune et flore qui entourent le Serengeti. La plupart des tanzaniens n'ont jamais escaladé le « Kili » - ils me disaient que seuls les touristes et les guides masculins adultes éetaient capables d'atteindre le sommet le plus élevé de l'Afrique. On me disait : « ce n'est pas quelque chose que nous, les filles, pouvons faire. » Et puis, un jour un volontaire du Corps de la Paix qui enseignait dans une école pour filles située au pied de la montagne mit ses élèves au défi d'escalader le Kilimanjaro. D'abord elles ont ri. Le volontaire et d'autres personnes travaillant pour l'USAID parvinrent à trouver des gilets et des chaussures pour les filles et ils commencèrent à parler de la montagne, sa flore et sa faune à ces filles. Elles se sont

intéressées et ont commencé à s'entraîner à l'escalade. Le jour fixé, ces filles se sont mises en route, avec des chaussettes recouvrant leurs mains, emportant des choux et des bananes pour manger le long du chemin. Je sais que vous ne serez guère surpris d'apprendre qu'elles ont réussi et qu'elles sont arrivées en haut – au milieu de bien des pleurs et des rires. Ces filles ont surmonté des épreuves et ont réussi à accomplir ce que peu de personnes au monde avaient fait avant elles. Ce souvenir ne les quittera plus et les inspirera à viser le point le plus haut dans d'autres domains .

Tel devrait être notre but en tant qu'éducateurs et professionnels du développement : enseigner non seulement aux filles à lire à propos de nouveaux mondes mais également de pouvoir regarder leur propre monde avec des yeux nouveaux.

Participants

Emmanuel Acquaye
Ghana Education Service
Ghana
(w) 233-21-663045

Stanislas Adotevi
UNICEF
Burkina Faso
adodia@usa.net
(w) 226-361370 (f)226-360087

Erinna Adotevi-Dia
The World Bank
USA
eadotevi@worldbank.org
(w) 1-202-473-6636

Zahid Afridi
Academy for Educational Development
Pakistan
(w) 92-21-584-8296
(f)92-21-584-8296
afridi_equip@yahoo.com

Francine Agueh
Academy for Educational Development
Benin
(w) 1-202-884-8163
(f) 1-202-884-8408
fagueh@aed.org

Michele Akpo
USAID, Benin
Benin
(w) 229-300500
(f) 229-301260
makpo@usaid.gov

Zeinab Alaoui
Ministry of National Education
Morocco
(w) 212-7-772048
(f) 212-7-779029

Ibrahima Ba
Plan International
Guinea
(w) 224-453-543
(f) 224-453-542
iba@mirinet.net.gn

Dyuti Baral
World Education
Nepal
(w) 977-1-422385
(f) 977-1-415303
gwe@mos.com.np

Roque Benavides
CONFIEP
Peru
(w) 51-1-440-6981
(f) 51-1-221-7225
roqueben@Buenaventura.com

Jane Benbow
CARE
USA
(w) 1-404-681-2552
(f) 1-404-589-2632
benbow@care.org

Cecilia Bergés
Ministry of Education and Culture
Dominican Republic
(w) 809-688-9700, x222
(f) 809-689-8688
docente@see.cov.do

Vanya Berrouet
FONHEP
Haiti
(w) 509-223-9574
(f) 509-223-9903
vanyab@fonhep.org

Mauricio Bertrand
Inter-American Development Bank
USA
mauriciob@iadb.org
(w) 1-202-623-2156
(f) 1-202-623-1463

Katherine Blakeslee
USAID, Office of Women in Development, Global Bureau
USA
kblakeslee@usaid.gov
(w) 1-202-712-0570
(f) 1-202-216-3173

Kristin Brady
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8976
(f) 1-202-884-8430
kbrady@aed.org

Lorie Brush
American Institutes for Research
USA
(w) 1-202-298-2974
(f) 1-703-516-6779
lbrush@air.org

Shirley Burchfield
World Education
USA
(w) 1-617-482-9485
(f) 1-617-482-0617
Shirley_Burchfield@jsi.com

Neera Burra
UNDP
India
(w) 91-11-4628877
(f) 91-11-4627612
neera.burra@undp.org

Blanca Liliam Cabañas
Ministry of Education
Honduras
(w) 504-237-1612
(f) 504-237-4912
oei.teg@sdnhon.org.hn

Mercedes Castillo
USAID, El Salvador
El Salvador
(w) 503-298-1666
(f) 503-298-5747
mecastillo@usaid.gov

Paz Castillo-Ruíz
Inter-American Development Bank
USA
(w)1-202-623-3533
(f) 1-202-623-1463
pazcr@iadb.org

Bob Chase
World Learning
USA
(w) 1-202-408-5420
(f) 1-202-408-5397
bob.chase@worldlearning.org

Nada Chaya
Population Action International
USA
(w) 1-202-557-3409
(f) 1-202-728-4177
nchaya@popact.org

Ray Chesterfield
Juárez & Associates
USA
(w) 1-202-331-7825
(f) 1-202-331-7830
rchesterfield@juarezassociates.com

Lawrence Chickering
Educate Girls Globally
USA
(w) 1-415-561-2260
(f) 1-415-561-6101
alc@iceg.org

Naima Chikhaoui
National Institute for Sciences of Anthropology and Patrimony
Morocco
(w) 212-7-773185
(f) 212-7-773185
ebourach@iav.refer.ma

Barbara Chilangwa
Ministry of Education
Zambia
(w) 260-1-25129
(f) 260-1-250627
barbara@zamnet.zm

Daphne Chimuka
FAWE
Zambia
(w) 260-1-220752
(f) 260-1-229693
fawezam@zamnet.zm

Carmela Chung
Red Nacional de Promoción de la Mujer
Peru
(w) 511-261-7741
(f) 511-261-7741
santisac@qenqo.rcp.net.pe

Susie Clay
USAID, Office of Women in
Development, Global Bureau
USA
(w) 1-202-712-0954
(f) 1-202-216-3173
sclay@usaid.gov

Vicky Colbert
Volvamos a la Gente
Colombia
(w) 571-245-2712
(f) 571-245-2041
volvamos@express.net.co

Patrick Collins
U.S. Peace Corps
USA
(w) 1-202-692-2614
pcollins@peacecorps.gov

Shanti Conly
USAID, Center for Population, Health and
Nutrition, Global Bureau
USA
(w) 1-202-712-0892
(f) 1-202-216-3404
sconly@usaid.gov

Augusto Cornejo
Ministry of Education
El Salvador
(w) 503-281-0275
(f) 503-221-4427

Kadiatou Coulibaly
Academy for Educational Development
Mali
(w) 223-28-1557
(f) 227-28-2291
worldedu@malinet.ml

Phyllis Craun-Selka
PACT
USA
(w) 1-202-466-5666
(f) 1-202-466-5669
pcraunselka@pacthq.org

Cecelia Crespo
Education Development Center
Bolivia
(w) 591-2-371832
(f) 591-2-317911
edcbol@caoba.entelnet.bo

Jean Davison
American University
USA
(w) 1-703-538-4786
(f) 1-703-533-1788
jdavison@erols.com

Elvira de la Paz
CIPAF
Dominican Republic
c/o cipaf@aacr.net

Elisa de Santis
The World Bank Institute
USA
(w) 1-202-458-2381

Rose Debbas
Rene Moawad Foundation
Lebanon
(w) 96-1-613367
debbas@erols.com

Mamadou Maladho Diallo
Rural Development Community
Guinea
(w) 224-46-30-26
plangwe@mirinet.net.gn

Sasha Drobnick
American Association of University Women
USA
(w) 1-202-728-7608
(f) 1-202-463-7169
DROBNICA@aauw.org

Wende DuFlon
USAID, Guatemala
Guatemala
502-332-0202
502-331-1472
wduflon@usaid.gov

Hoda el-Saady
National Council on Childhood & Motherhood
Egypt
(w) 20-2-524-0277
(f) 20-2-524-0638
c/o mward-brent@usaid.gov

Marcia Ellis
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8252
(f) 1-202-884-8408
mellis@aed.org

John Engels
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8276
(f) 1-202-884-8408
jengels@aed.org

Sonia Estrella
CONAMU
Ecuador
(w) 593-2-263-097
(f) 593-2-259-763
conamu@uio.satnet.net

Hyacinth Evans
University of the West Indies
Jamaica
(w) 876-927-2431
(f) 876-927-2502
hevans@kasnet.com

Kristi Fair
Macro International
USA
(w) 1-301-572-0951
kfair@macroint.com

Marina Fanning
Management Systems International
USA
(w) 1-202-484-7170
(f) 1-202-488-0754
mfanning@msi-inc.com

Sharon Franz
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8259
(f) 1-202-884-8400
sfranz@aed.org

Karen Frederickson
U.S. House of Representatives
USA
(w) 1-202-225-2611
(f) 1-202-226-0917
karen.frederickson@mail.house.gov

Michelle Fryer
Inter-American Development Bank
USA
(w) 1-202-623-2672
(f) 1-202-623-3173
michellef@iadb.org

Anne Gahongayire
FAWE
Rwanda
(w) 250-82501
(f) 250-82514

Gloria Gamero
Education Development Center
Honduras
(w) 504-883-2710
(f) 504-883-2710

Anne Genereux
Macro International
USA
(w) 1-301-572-0537
(f) 1-301-572-0983
agenereu@macroint.com

Maekelech Gidey
Clark Atlanta University
Ethiopia
Maekelech_g@usa.net

Suzanne Grant Lewis
Harvard University
USA
(w) 1-617-496-4830
(f) 1-617-496-3095
sue_grant_lewis@harvard.edu

Don Graybill
Creative Associates International, Inc.
USA
(w) 1-202-966-5804
(f) 1-202-363-4771
Don@caii-dc.com

Marcia Greenberg
Development Alternatives, Inc.
USA
(w) 1-202-332-2853
marcia_greenberg@dai.com

Paula Gubbins
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8260
(f) 1-202-884-8408
pgubbins@aed.org

Geeta Rao Gupta
International Center for Research on Women
USA
(w) 1-202-797-0007
(f)1-202-797-0020
geeta@icrw.org

Mona Habib
American Institutes for Research
USA
(w) 1-703-527-5546
(w) 1-703-516-6779
mhabib@air-dc.org

Jill Harmsworth
World Education
USA
(w) 1-617-482-9485
jharmsworth@jsi.com

Ash Hartwell
Education Development Center
USA
(w) 1-617-969-7100
ahartwell@edc.org

John Hatch
USAID, Center for Human Capacity Development, Global Bureau
USA
(w) 1-202-712-0147
(f) 1-202-216-3229
jhatch@usaid.gov

Aziza Helmy
USAID, Egypt
Egypt
(w) 20-2-516-5505, x 397
(f) 20-2-521-8501
ahelmy@usaid.gov

Barbara K. Herz
U.S. Department of Treasury
USA
(f) 1-202-622-0419
Barbara.Herz@do.treas.gov

Susan Hirshberg
The World Bank
USA
1-202-458-1953
1-202-522-3408
shirshberg@worldbank.org

Haiyan Hua
Harvard University
USA
(w) 1-617-495-9478
(f) 1-617-495-0527
hhua@hiid.harvard.edu

Karin Hyde
Latilewa Consulting
Kenya
(w) 011-254-2-571197
latilewa@africaonline.co.ke

Nalin Jena
USAID, India
India
(w) 91-1-419-8000
(f) 91-11-419-8454
njena@usaid.gov

Beverly Jones
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8309
(f) 1-202-884-8408
bjones@aed.org

Madeleine Macka Kaba
FAWE
Guinea
(w) 224-45-12-93
(f) 224-45-12-24
bfcfawe@leland-gn.org

Pierre Kamano
Ministry of Education
Guinea
(w) 224-41-3441
(f) 224-41-3441
souare@mirinet.net.gn

Souleymane Kante
World Education
Mali
(w) 814-861-5331
skante@hotmail.com

Nadya Karim
Aga Khan Foundation
USA

Ruth Kavuma
FAWE
Uganda
(w) 256-75-766364
(f) 256-41-258725
faweu@infocom.co.ug

Fanta Mady Keita
Ministry of Education
Mali
(w) 223-222550
(f) 223-232827

Mona Khan
Aga Khan Foundation
USA

Suzanne Kindervatter
InterAction
USA
(w) 1-202-667-8227
(f) 1-202-667-8236
skindervatter@interaction.org

Elizabeth King
The World Bank
USA
(w) 1-202-473-3289
(f) 1-202-522-1153
eking@worldbank.org

Francoise Kirby
Management Systems International
USA
c/o Muirragui@msi-inc.com

Steven Klees
University of Maryland
USA
(w) 1-301-405-2212
(f) 1-301-405-3573
sklees@wam.umd.edu

Sue Klein
U.S. Department of Education
USA
(w) 1-202-219-2038
(f) 1-202-219-1407
sue_klein@ed.gov

Kristin Langlykke
USAID, Peru
Peru
(w) 51-1-433-3200
(f) 51-1-433-7034
klanglykke@usaid.gov

Alicia Langrand
Fundación Eduquemos
Nicaragua
(w) 505-268-0601
(f) 505-268-0601
eduquemo@ibw.com.ni

Cecilia Lazarte
Ministry of Education
Bolivia
(w) 591-2-443879
(f) 591-2-443973
curiosle@kollanet.bo

María Angela Leal
World Learning
Guatemala
(w) 502-334-6117
(f) 502-334-7645
girlsedu@guate.net

Jo Lesser
USAID, Office of Women in Development, Global Bureau
USA
(w) 1-202-223-4403
(f)1-202-223-4401
jlesser@devtechsys.com

Jing Lin
University of Maryland
USA
(w) 1-301-405-3568
(f) 1-301-405-3573
jinglin@wam.umd.edu

Eva Lithman
Inter-American Development Bank
USA
(w) 1-202-623-1295
eval@iadb.org

Deborah Llewellyn
Creative Associates International, Inc.
USA
(w) 1-202-966-5804
(f) 1-202-363-4771
deborah@caii-dc.com

Sarah Luche Durso
The Mitchell Group
USA
(w) 1-202-745-1919
(f) 1-202-234-1697
sluche@erols.com

Margaret A. Lycette
Consultant
USA
(w) 1-202-333-0399
mlycette@erols.com

Reitumetse Mabokela
Michigan State University
USA
(w) 1-517-353-6676
(f) 1-517-353-6393
mabokela@msu.edu

Carmen Madrinan
Catholic Relief Services
India
(w) 91-11-4198000
(f) 91-11-6868594
cmadrinan@catholicreliefservicesindia

Mary Maguire
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8631
(f) 1-202-884-8430
mmaguire@aed.org

Martin McLaughlin
USAID, Center for Human Capacity Development, Global Bureau
USA
(w) 1-202-712-0236
(f) 1-202-216-3229
mmclaughlin@usaid.gov

Bayardo Mejía
Ministry of Education
Guatemala
(w) 502-360-0884
(f) 502-360-0884
bmejia@mineduc.gob.gt

Lyn Messner
U.S. Peace Corps
USA
(w) 1-202-692-2654
lmessner@peacecorps.gov

Frank Method
UNESCO
USA
(w) 1-202-454-2182
(f) 1-202-331-9121
unesco1@cais.com

Lloyd Mitchell
The Mitchell Group
USA
(w) 1-202-745-1919
(f) 1-202-234-1697
lloydmm@erols.com

Penina Mlama
FAWE
Kenya
(w) 254-2-226590
(f) 254-2-210709
pmlama@fawe.org

Bettina Moll
The World Bank
USA
(w) 1-202-333-0837
(f) 1-202-473-4064
bmoll@worldbank.org

Susan Morawetz
USAID, Office of Regional Sustainable Development, Latin America and the Carribean Bureau
USA
(w) 1-202-712-0637
(f) 1-202-216-3002
smorawetz@usaid.gov

Talaat Moreau
USAID, Office of Sustainable Development, Africa Bureau
USA
(w) 1-202-298-2954
tmoreau@air.org

Eileen Muirragui
Management Systems International
USA
(w) 1-202-484-7170
(f) 1-202-488-0754
emuirragui@msi-inc.com

Kevin Mullally
USAID, Ethiopia
Ethiopia
(w) 251-1-510-088
(f) 251-1-510-043
kmullally@usaid.gov

Joshua Muskin
World Learning
USA
(w) 1-202-408-5420
(f) 1-202-408-5397
joshua.muskin@worldlearning.org

Elizabeth Mwinkaar
Ghana Education Service
Ghana
(w) 233-756-22928

Kitenge N'Gambwa
U.S. Peace Corps
USA
(w) 1-202-692-2659
kngambwa@peacecorps.gov

Ange N'Koue
Ministry of Education and Scientific Research
Benin
(w) 229-821224
(f) 229-821224
mapko@usaid.gov

Ana Martha Najarro
Ministry of Education
El Salvador
c/o ypleitez@usaid.gov

Margaret Neuse
USAID, Center for Population, Health, and Nutrition, Global Bureau
USA
(w) 1-202-712-0540
(f)1-202-216-3404
mneuse@usaid.gov

Kent Noel
USAID, Zambia
Zambia
(w) 260-1-254-303
knoel@usaid.gov

Maureen Norton
USAID, Center for Population, Health, and Nutrition, Global Bureau
USA
(w) 1-202-712-1334
(f) 1-202-216-3404
mnorton@usaid.gov

Gabriela Núñez
Juárez & Associates
Guatemala
(w) 502-368-2864
(f) 502-368-2864
gnunez@intelnet.net.gt

Chloe O'Gara
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8249
(f) 1-202-884-8405
cogara@aed.org

Kish Ato Odum
Ministry of Education
Ghana
(w) 233-21-661454

Julie Owen-Rea
USAID, Office of Sustainable Development, Africa Bureau
USA
(w) 1-202-712-0638
(f) 1-202-216-3373
juowen-rea@usaid.gov

Peggy Parlato
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8780
(f) 1-202-884-8701
mparlato@aed.org

Earnest Pemba
CRECCOM
Malawi
(w) 265-525-291
(f) 265-525-291
creccom@malawi.net

Mary Joy Pigozzi
UNICEF
USA
(w) 1-212-824-6618
(f) 1-212-824-6481
mjpigozzi@unicef.org

Diane Prouty
American Institutes for Research
USA
(w) 1-703-527-5546
(f) 1-703-477-0954
dprouty@air.org

Bob Prouty
The World Bank
USA
(w) 1-202-477-1234
rprouty@worldbank.org

Anna Quandt
Consultant
USA
(w) 1-202-966-0302
lenni55@aol.com

Tika Ram Subedy
World Education
Nepal
(w) 977-1-422385
(f) 977-1-415303
gwe@mos.com.np

Deepa Ramesh
Save the Children
USA
(w) 1-202-261-4664
DRamesh@dc.savechildren.org

Khadija Ramram
Save the Children
Morocco
(w) 212-7-63-13-13
(f) 212-7-63-28-45
kramram@meg.org.ma

Christina Rawley
Development Alternatives, Inc.
USA
(w) 1-202-841-8288
crawley@usaid.gov

May Rihani
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8292
(f) 1-202-884-8408
mrihani@aed.org

Janet Robb
Creative Associates International, Inc.
USA
(w) 1-202-966-5804
janet@caii-dc.com

Ana María Robles
CARE
Peru
(w) 511-433-4781
(f) 511-433-0492
roblesa@carepe.org.pe

Rita Roesch de Leiva
Association of Girls Education of Development
Guatemala
(w) 502-368-1959
(f) 502-368-1959
vidap@intelnet.net.gt

Mary Rojas
Development Alternatives, Inc.
USA
(w) 1-202-332-2853
mary_rojas@dai.com

Heidi Ross
Colgate University
USA
(w) 1-315-228-7660
(f) 1-315-228-7857
hross@mail.colgate.edu

Fernando Rubio
Juárez & Associates
Guatemala
(w) 502-331-4085
(f) 502-253-3033
digebi@infovia.com.gt

Andrea Rugh
Consultant
USA
(w) 1-301-929-5141
(f) 1-301-929-5141
abrugh@aol.com

Kathy Rulon
CEDPA
USA
(w) 1-202-667-1142
(f) 1-202-332-4496
krulon@cedpa.org

Marcy Rwendaire
Ministry of Education
Uganda
(w) 256-41-233651
(f) 256-41-233417

David Sadker
American University
USA
(w) 1-202-885-3728
dsadker@american.edu

Muneera Salem-Murdock
USAID, Office of Development Partners, Policy and Program Coordination Bureau
USA
(w) 1-202-712-0570
(f) 1-202-216-3173
Msalem-murdock@usaid.gov

Oumou Ba Sangare
National Assembly
Mali
(w) 223-22 36 02
(f) 223-223933
kkonfe@usaid.gov

Ken Schofield
USAID, Office of the Assistant Administrator for Policy and Program Coordination, Policy and Program Coordination Bureau
USA
(w) 1-202-712-1190
(f) 1-202-216-3173
kschofield@usaid.gov

Jane Schubert
American Institutes for Research
USA
(w) 1-703-527-5546
(f) 1-703-527-4661
jschubert@air.org

Barbara Seligman
The Futures Group International
USA
b.seligman@tfgi.com

Chij Shresthe
World Education
USA
(w) 1-617-482-9485
(f) 1-617-482-0617

Don Sillers
USAID, Office of Policy Development and Coordination, Policy and Program Coordination Bureau
USA
(w) 1-202-712-5151
(f) 1-202-712-0077
dsillers@usaid.gov

Jennifer Smith Nazaire
Catholic Relief Services
USA
(w) 1-410-625-2220
(f) 1-410-234-3189
jnazaire@catholicrelief.org

Claire Spence
USAID, Jamaica
Jamaica
cspence@usaid.gov

Brian Spicer
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8248
(f) 1-202-884-8408
bspicer@aed.org

Jennifer Spratt
Research Triangle Institute
Guinea
spratt@rti.org

Barbara St. Amand
National Assoc. of Partners in Education
USA

Margaret Sutton
Indiana University
USA
(w) 1-812-856-8368
(f) 1-812-856-8394
msutton@indiana.edu

Tania Suxo
Education Development Center
Bolivia
(w) 591-2-392234
(f) 591-2-317911
edcbol@caoba.entelnet.bo

Katherine Taylor
Inter-American Development Bank
USA
katherine_taylor2@worldnet.att.net

Mercy Tembon
The World Bank
USA
(w) 1-202-473-5524
mtembon@worldbank.org

Elizabeth Thomas
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8783
(f) 1-202-884-8701
elthomas@aed.org

Karen Tietjen
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-202-884-8362
(f) 1-202-884-8408
ktietjen@aed.org

Christophe Tocco
USAID, Morocco
Morocco
ctocco@usaid.gov

Cecilia Torres-Llosa
Instituto Apoyo
Peru
(w) 51-1-444-6261
(f) 51-1-446-5369
ct@iapoyo.org.pe

Makeda Tsegaye
USAID, Ethiopia
Ethiopia
(w) 251-1-510-088
(f) 251-1-510-043
mtsegaye@usaid.gov

Emily Vargas-Barón
USAID, Center for Human Capacity
Development, Global Bureau
USA
(w) 1-202-712-0236
(f) 1-202-216-3229
evargas-baron@usaid.gov

Rachel Venezian
DevTech Systems, Inc.
USA
(w) 1-202-223-4404
(f) 1-202-223-4401
rvenezian@devtechsys.com

Frank Wagner
U.S. Peace Corps
USA
(w) 1-202-692-2604
fwagner@peacecorps.gov

Michelle Ward-Brent
USAID, Egypt
Egypt
(w) 20-2-516-5505,
(f) 20-2-516-4695
mward-brent@usaid.gov

Elizabeth Warfield
Consultant
USA
(w) 1-301-283-4458
(f) 1-301-283-0396
jaharding@aol.com

Michel Welmond
Research Triangle Institute
USA
mwelmond@rti.org

Christopher Wheeler
Michigan State University
USA
(w) 1-517-353-0750
(f) 1-517-353-6393
cwheeler@msu.edu

Howard Williams
Academy for Educational Development
USA
(w) 1-813-974-0046
(f) 1-202-884-8408
hwilliam@aed.org

Fred Wood
Save the Children
USA
(w) 1-203-221-4125
(f) 1-203-222-9176
fwood@savechildren.org

Najat Yamouri
Management Systems International
Morocco
(w) 212-767-57-41
(f) 212-767-57-32
najyamouri@fusion.net.ma

Kit Yasin
Educational Development Center
USA
(w) 1-202-466-0540
(f) 1-202-223-4059
kit@edc.org

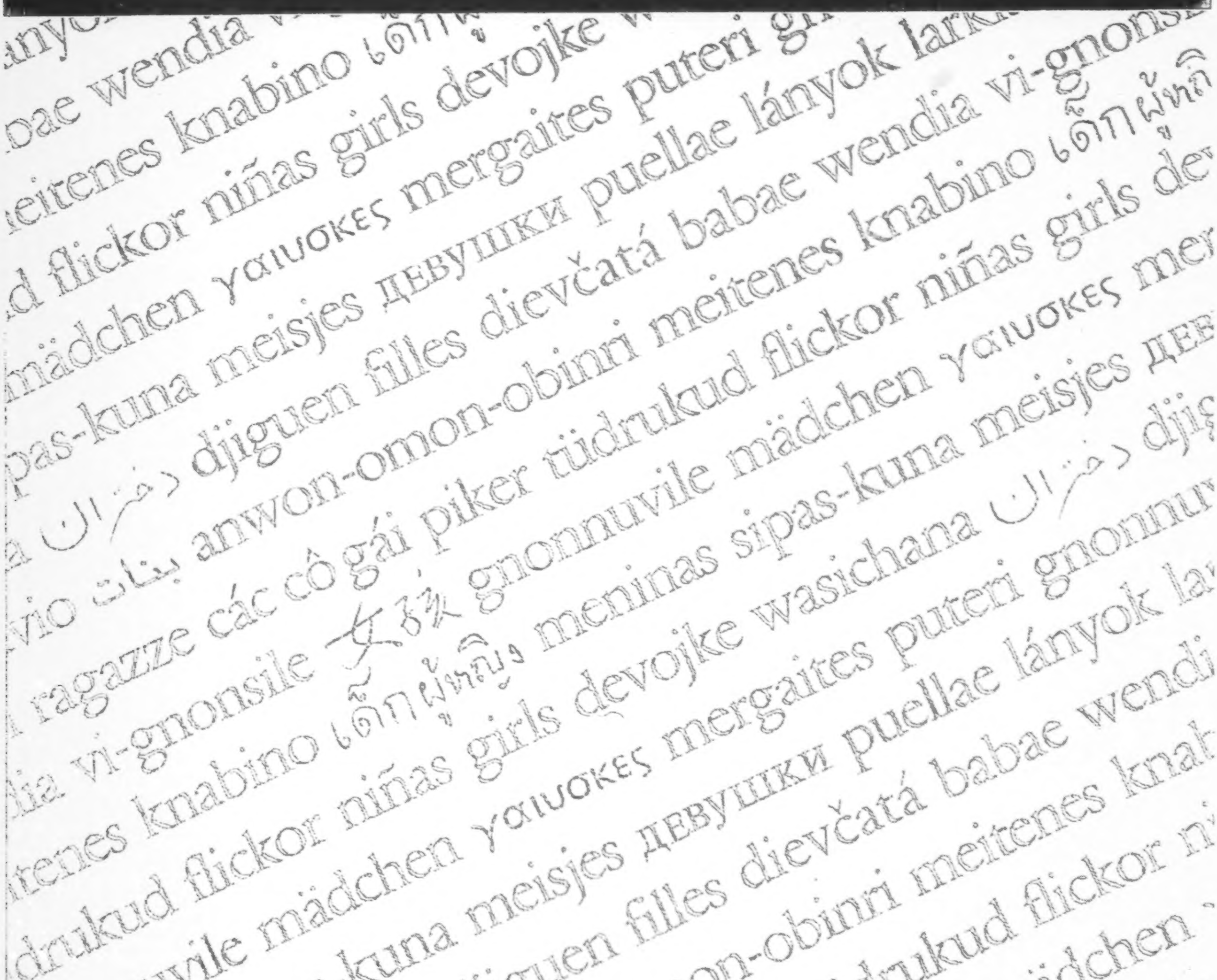
Andrea Yates
USAID, Mali
Mali
(w) 223-22-36-02
(f) 223-22-36-02
ayates@usaid.gov

Almaz Woldeyes Yimaer
Ethiopian Women Lawyers Assocation
Ethiopia
(w) 251-1-531165
(f) 251-1-531818
ewla@telecom.net.et

Malak Zaalouk
UNICEF
Egypt
(w) 20-2-526-5083
(f) 20-2-526-4218
mzaalouk@unicef.org

Clé de la couverture

девушки	Russe
puellae	Latin
lányok	Hungrois
larkian	Hindi/Urdu
ragazze	Italien
các cô gái	Vietnamien
piker	Norvégien
tüdrukud	Estonien
flickor	Suédois
niñas	Espagnol
girls	Anglais
devojke	Serbo-Croate
wasichana	Swahili
دختران	Farsi
djiguen	Wolof
filles	Français
dievčatá	Slovaque
babae	Tagalog
wendia	Dendi
vi-gnonsile	Goun
女孩	Chinois
gnonnuvile	Fon
mädchen	Allemand
γαιυσκες	Grec
mergaites	Lithuanien
puteri	Indonesien
gnonnuvio	Mina
بنات	Arabe
anwon-omon-obinri	Yoruba
meitenes	Letton
knabino	Esperanto
เด็กผู้หญิง	Thai
meninas	Portugais
sipas-kuna	Quechua
meisjes	Néderlandais



Réalisé par le projet SAGE.
Academy for Educational Development
1825 Connecticut Avenue, NW
Washington, DC 20009-5721 USA

Financé dans le cadre de l'activité G/WID WIDTech
avec Development Alternatives, Inc.
Contrat USAID numéro FAO-0100-Q-6006-0.

AED

DAI

BEST COPY AVAILABLE

UD 035 281

U.S. Department of Education
Office of Educational Research and Improvement (OERI)
National Library of Education (NLE)
Educational Resources Information Center (ERIC)

REPRODUCTION RELEASE
(Specific Document)

I. DOCUMENT IDENTIFICATION:

Title:	Symposium on Girls' Education - Evidence, Issues, and Actions French version
Author(s):	
Corporate Source: The Academy for Educational Development and The U.S. Agency for International Development	Publication Date: 2000

II. REPRODUCTION RELEASE:

In order to disseminate as widely as possible timely and significant materials of interest to the educational community, documents announced in the monthly abstract journal of the ERIC system, *Resources in Education* (RIE), are usually made available to users in microfiche, reproduced paper copy, and electronic media, and sold through the ERIC Document Reproduction Service (EDRS). Credit is given to the source of each document, and, if reproduction release is granted, one of the following notices is affixed to the document.

If permission is granted to reproduce and disseminate the identified document, please CHECK ONE of the following three options and sign at the bottom of the page.

The sample sticker shown below will be affixed to all Level 1 documents	The sample sticker shown below will be affixed to all Level 2A documents	The sample sticker shown below will be affixed to all Level 2B documents
PERMISSION TO REPRODUCE AND DISSEMINATE THIS MATERIAL HAS BEEN GRANTED BY ____ Sample ____ TO THE EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC)	PERMISSION TO REPRODUCE AND DISSEMINATE THIS MATERIAL IN MICROFICHE, AND IN ELECTRONIC MEDIA FOR ERIC COLLECTION SUBSCRIBERS ONLY, HAS BEEN GRANTED BY ____ Sample ____ TO THE EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC)	PERMISSION TO REPRODUCE AND DISSEMINATE THIS MATERIAL IN MICROFICHE ONLY HAS BEEN GRANTED BY ____ Sample ____ TO THE EDUCATIONAL RESOURCES INFORMATION CENTER (ERIC)
1	2A	2B
Level 1 ✓	Level 2A	Level 2B
Check here for Level 1 release, permitting reproduction and dissemination in microfiche or other ERIC archival media (e.g., electronic) and paper copy.	Check here for Level 2A release, permitting reproduction and dissemination in microfiche and in electronic media for ERIC archival collection subscribers only	Check here for Level 2B release, permitting reproduction and dissemination in microfiche only

Documents will be processed as indicated provided reproduction quality permits.
If permission to reproduce is granted, but no box is checked, documents will be processed at Level 1.

I hereby grant to the Educational Resources Information Center (ERIC) nonexclusive permission to reproduce and disseminate this document as indicated above. Reproduction from the ERIC microfiche or electronic media by persons other than ERIC employees and its system contractors requires permission from the copyright holder. Exception is made for non-profit reproduction by libraries and other service agencies to satisfy information needs of educators in response to discrete inquiries.

Signature: M. Rihani	Printed Name/Position/Title: May Rihani Senior Vice President	
Organization/Address: The Academy for Educational Develop. 1825 Connecticut Ave., NW Washington DC	Telephone: 202-884-8292	FAX: 202-884-8408
	E-Mail Address: mrihani@aed.org	Date: 1-23-2002

20009-5721

III. DOCUMENT AVAILABILITY INFORMATION (FROM NON-ERIC SOURCE):

If permission to reproduce is not granted to ERIC, or, if you wish ERIC to cite the availability of the document from another source, please provide the following information regarding the availability of the document. (ERIC will not announce a document unless it is publicly available, and a dependable source can be specified. Contributors should also be aware that ERIC selection criteria are significantly more stringent for documents that cannot be made available through EDRS.)

Publisher/Distributor:	
Address:	
Price:	

IV. REFERRAL OF ERIC TO COPYRIGHT/REPRODUCTION RIGHTS HOLDER:

If the right to grant this reproduction release is held by someone other than the addressee, please provide the appropriate name and address:

Name:	U.S. Agency for International Development
Address:	1300 Pennsylvania Ave., NW Washington, DC 20523-3801

V. WHERE TO SEND THIS FORM:

Send this form to the following ERIC Clearinghouse:

However, if solicited by the ERIC Facility, or if making an unsolicited contribution to ERIC, return this form (and the document being contributed) to:

ERIC Processing and Reference Facility
4483-A Forbes Boulevard
Lanham, Maryland 20706

Telephone: 301-552-4200
Toll Free: 800-799-3742
FAX: 301-552-4700
e-mail: ericfac@inet.ed.gov
WWW: http://ericfacility.org

EFF-088 (Rev. 2/2001)